

# Renforcer le tissu social en Europe



Photo de la couverture : Des enfants bénéficient d'une banque alimentaire soutenue par la CEB à Bucarest, en Roumanie.

©Banca locala de alimente sector 6

Toutes les photos ©CEB sauf indication contraire.

# Rapport Annuel 2025

## À propos de la CEB

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) est une banque multilatérale de développement dotée d'un mandat exclusivement social par ses 43 États membres. La CEB finance des projets d'investissements et fournit une assistance technique dans les secteurs sociaux, notamment l'éducation, la santé et le logement abordable, en mettant l'accent sur les besoins des personnes vulnérables, ainsi que sur les dimensions sociales du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Les emprunteurs sont des gouvernements, des autorités locales et régionales, des banques publiques et privées, des organisations à but non lucratif et autres. La CEB, qui bénéficie d'une notation triple A, se finance sur les marchés internationaux de capitaux. En outre, la CEB reçoit des fonds de donateurs en complément de ses activités.

La CEB a été créée en 1956, en tant que fonds de rétablissement, par huit des 15 États membres qui composaient alors le Conseil de l'Europe. La CEB est la plus ancienne banque multilatérale de développement d'Europe ; elle est juridiquement et financièrement indépendante du Conseil de l'Europe.

Pour en savoir plus sur la CEB, consultez le site  
[coebank.org/fr/about/](https://coebank.org/fr/about/)

Chiffres clés au 31 décembre 2025



**€4,5 milliards** d'euros de prêts approuvés



**54** projets dans **26** pays



parmi ces projets **31** en faveur de **15** Pays du Groupe Cible



**244** agents permanents



**34** nationalités représentées



**56%** de femmes et **44%** d'hommes



**42%** des postes à responsabilité occupés par des femmes

## Table des matières

|                                                                                                            |           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Consolider les succès : chronologie</b>                                                                 | <b>4</b>  |
| <b>Message du Gouverneur</b>                                                                               | <b>5</b>  |
| <b>La CEB en 2025</b>                                                                                      | <b>7</b>  |
| 2025: une année d'engagement sans faille                                                                   | 8         |
| InvestEU: renforcer l'impact social de la CEB à travers l'Europe                                           | 9         |
| Une situation financière saine                                                                             | 10        |
| Groupe des dirigeants des BMD : donner la direction                                                        | 10        |
| Coopérer pour davantage d'impact                                                                           | 11        |
| La force de la microfinance                                                                                | 12        |
| Préparer la CEB pour l'avenir                                                                              | 12        |
| <b>Le Cadre Stratégique en action : projets approuvés en 2025</b>                                          | <b>14</b> |
| Investir dans les personnes et valoriser le capital humain                                                 | 15        |
| Promouvoir des cadres de vie inclusifs et résilients                                                       | 16        |
| Soutenir l'emploi et l'inclusion économique et financière                                                  | 17        |
| <b>Programme de développement durable à l'horizon 2030</b>                                                 | <b>18</b> |
| <b>Fonds fiduciaires en faveur de l'action sociale de la CEB</b>                                           | <b>19</b> |
| <b>Collaboration et partenariats</b>                                                                       | <b>22</b> |
| <b>Activités des marchés financiers</b>                                                                    | <b>25</b> |
| Portefeuilles de trésorerie                                                                                | 26        |
| Produits dérivés                                                                                           | 26        |
| Financement de l'activité en 2025                                                                          | 26        |
| <b>Gouvernance</b>                                                                                         | <b>30</b> |
| Structure de gouvernance et Management                                                                     | 30        |
| Réunion Commune de la CEB 2025                                                                             | 32        |
| Intégrité et conformité                                                                                    | 33        |
| Audit interne                                                                                              | 33        |
| Bureau de l'évaluation indépendante                                                                        | 33        |
| Durabilité                                                                                                 | 33        |
| <b>Ressources humaines</b>                                                                                 | <b>35</b> |
| <b>Le projet de Türkiye pour la gestion des catastrophes remporte le Prix CEB pour la cohésion sociale</b> | <b>37</b> |
| <b>Connaissances sociales et nouvelles publications</b>                                                    | <b>38</b> |
| <b>Données clés : projets et prêts</b>                                                                     | <b>41</b> |

## Consolider les succès : chronologie

- 
- Janvier** – Le Conseil d’administration de la CEB salue le succès de la 7e augmentation de capital, dont les souscriptions ont été clôturées le 31 décembre 2024
- Mars** – La CEB et la Banque européenne d’investissement (BEI) signent un accord de délégation réciproque afin de renforcer leur coopération et leur cofinancement
- Avril** – Le Monténégro accueille la Réunion Commune annuelle de la CEB
- Mai** – La CEB et l’Ukraine signent un accord de prêt de 50 millions d’euros pour contribuer au logement des personnes déplacées à l’intérieur du pays
- Juin** – La CEB et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement signent un accord visant à rationaliser le cofinancement et à renforcer la coopération
- Juillet** – Le Gouverneur Monticelli s’exprime lors de la Conférence sur la reconstruction de l’Ukraine, au cours de laquelle la CEB signe trois prêts, mobilisant plus de 300 millions d’euros, et reçoit un don de l’UE pour l’Ukraine
- Octobre** – Le Gouverneur Monticelli s’adresse au Comité du développement lors des réunions annuelles du FMI et du Groupe de la Banque mondiale à Washington DC
- Novembre** – Les BMD publient une déclaration commune lors de la COP30 sur le climat, appelant à renforcer l’action en faveur de la résilience et de la mise en œuvre
- Décembre** – La CEB organise un événement de haut niveau sur la promesse sociale de l’action climatique, marquant le dixième anniversaire de l’Accord de Paris
- Février** – La CEB préside la première réunion du Groupe des Dirigeants des banques multilatérales de développement (BMD) pour 2025 en Afrique du Sud ; la CEB célèbre la cotation des obligations d’inclusion sociale en livres sterling à la Bourse de Londres
- Avril** – La CEB remporte pour la deuxième fois le prix supranational “Obligation sociale de l’année – Supranational”
- Juin** – La CEB est élue au Comité exécutif des Principes de l’Association internationale des marchés de capitaux, organisme chargé de définir les normes en matière de finance durable
- Juin** – Première réunion des Dirigeants des BMD au siège de la CEB à Paris ; ils s’engagent pour une action commune forte sur les priorités de développement
- Septembre** – La CEB coordonne la publication du tout premier rapport comparatif 2025 sur les BMD, renforçant ainsi la transparence et la comparabilité financières
- Octobre** – Les Dirigeants des BMD se réunissent sous la présidence de la CEB pour examiner les progrès réalisés dans le cadre des actions conjointes
- Novembre** – Le Gouverneur Monticelli s’adresse au Sommet des dirigeants du G20 à Johannesburg, clôturant ainsi l’année de présidence de la CEB du Groupe des Dirigeants des BMD
- Décembre** – La CEB et le Conseil de l’Europe organisent une conférence conjointe sur les soins inclusifs et durables pour les personnes âgées à Strasbourg, avec le soutien d’InvestEU

Pour plus d’informations et de détails, [www.coebank.org/fr/news-and-publications/news/](http://www.coebank.org/fr/news-and-publications/news/)

## Message du Gouverneur

# Une année décisive



“ La CEB a marqué de son empreinte particulière sa présidence du Groupe des Dirigeants des BMD en orientant le dialogue vers les enjeux sociaux.

L'année 2025 a été décisive pour la CEB. Au cours de cette période, son profil international s'est considérablement affirmé : la Banque est passée sur le devant de la scène en assumant la présidence tournante du Groupe des Dirigeants des banques multilatérales de développement (BMD). Diriger un forum mondial d'un si haut niveau, dont l'objectif est de faire agir les BMD en tant que système afin d'accroître leur portée et leur impact, a été un honneur et une occasion, que la CEB a su saisir avec des résultats significatifs.

Des réunions techniques approfondies aux rencontres de haut niveau du G20 et au sommet en Afrique du Sud, la CEB a assuré une coordination attentive qui a permis aux BMD homologues de tenir leurs engagements envers la communauté internationale. Sous la conduite de la CEB, les BMD ont progressé vers une plus grande cohérence, notamment en produisant conjointement le premier rapport concernant la mise en œuvre de la feuille de route du G20 pour des BMD meilleures, renforcées et plus efficaces, un exploit qui a nécessité de travailler avec finesse et détermination, en tenant compte de la diversité des membres et de leurs mandats respectifs.

Il convient également de noter que la CEB a marqué de son empreinte particulière sa présidence en orientant le dialogue des BMD vers les enjeux sociaux. L'une de ses réalisations emblématiques a été la publication du rapport *Social Infrastructure in Focus: The role of MDBs*, un nouveau rapport conjoint soulignant l'importance systémique des investissements sociaux pour la croissance inclusive, l'emploi et le développement durable. Cette priorité accordée aux questions sociales a été encore renforcée lors d'une réunion du Groupe des Dirigeants des BMD au siège de la CEB en juin – première réunion de ce type organisée en Europe – où ont également été abordés les thèmes de l'amélioration de l'efficacité du système, de l'augmentation de la capacité de prêt et de la mobilisation des investisseurs privés.

Au-delà du G20, la CEB a joué un rôle actif dans d'autres forums internationaux de premier plan, tels que la 4<sup>e</sup> Conférence internationale sur le financement du développement (FFD4) organisée par les Nations Unies à Séville. Elle a également renforcé sa présence au sein de l'Association internationale des marchés de capitaux (ICMA) en rejoignant le Comité exécutif des Principes, un important organe de supervision au sein duquel la CEB, pionnière dans l'émission d'obligations d'inclusion sociale, peut jouer un rôle essentiel pour encourager les investisseurs à aligner la recherche de valeur sur les marchés sur les valeurs d'une société inclusive.





**Portée par cet élan dynamique, la CEB se prépare à célébrer son 70<sup>e</sup> anniversaire.**

Si 2025 a constitué une année charnière, rien de tout cela n'aurait été possible sans les importants progrès réalisés par la CEB en tant que banque de développement social de choix en Europe. Tout au long de l'année, dans un contexte difficile marqué par un conflit prolongé sur le sol européen et un paysage géopolitique et économique incertain, la Banque est restée déterminée alors qu'elle entrait dans la deuxième moitié de son Cadre Stratégique 2023-2027.

Elle a approuvé 54 projets de prêts dans 26 pays, chacun ayant pour objectif de renforcer le tissu social européen grâce à des projets d'investissement dans des domaines essentiels aux citoyens, en particulier les plus vulnérables : la santé, l'éducation, le logement et l'emploi. Elle a renforcé son soutien à l'Ukraine en approuvant un nouveau prêt de 200 millions d'euros – le plus important depuis l'adhésion en 2023 – destiné à aider plus de 1,2 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays, tout en recueillant de nouvelles contributions, notamment de la part de l'Allemagne, pour son Fonds solidarité Ukraine.

Ces progrès ont également été rendus possibles par la solide santé financière de la Banque, dont la base en capital a été renforcée par le soutien indéfectible de ses pays membres, et par des partenariats proactifs, notamment avec l'UE.

La CEB s'appuie actuellement sur ces progrès pour mettre en œuvre un programme de modernisation destiné à renforcer sa résilience et sa capacité à répondre aux enjeux futurs. Portée par cet élan dynamique, la CEB se prépare à célébrer son 70<sup>e</sup> anniversaire en 2026, animée par la volonté de demeurer un acteur majeur et essentiel de la cohésion sociale en Europe, dédiée à la prospérité des pays et des populations qu'elle sert.

Paris, le 2 mars 2026

Carlo Monticelli

Gouverneur de la CEB



## La CEB en 2025

# Renforcer le tissu social en Europe

Pour la CEB, 2025 s'est avérée être une nouvelle année décisive, marquée par la poursuite résolue de son engagement à renforcer la cohésion sociale en Europe, tout en faisant preuve de leadership sur la scène internationale en présidant, pour la première fois, le Groupe des Dirigeants des BMD.

---



Cette année a notamment été l'occasion de faire le point sur les progrès accomplis par la CEB à mi-parcours du programme ambitieux qu'elle s'est fixé dans son [Cadre Stratégique 2023-2027](#), d'évaluer la voie à suivre alors qu'elle se prépare à célébrer son 70<sup>e</sup> anniversaire en 2026, et de garantir sa pertinence et son impact constants dans un contexte géopolitique et économique en mutation.

En donnant la priorité à trois axes d'action – Investir dans les personnes et valoriser le capital humain, promouvoir des cadres de vie inclusifs et résilients, et soutenir l'emploi et l'inclusion économique et financière – la CEB a régulièrement progressé vers les objectifs généraux du Cadre : aborder l'inclusion sociale de manière réactive, aider à l'intégration des populations déplacées et des migrants, et soutenir la reconstruction des infrastructures sociales vitales en Ukraine. En appliquant rigoureusement son "prisme de vulnérabilité" (un outil opérationnel qui permet à la Banque de mieux cibler ses investissements sociaux là où ils sont le plus nécessaires et de réaffirmer sa volonté d'aider les membres les plus défavorisés et marginalisés de la société) à ses opérations de prêt, tout en faisant progresser des questions transversales telles que l'égalité des genres et l'action climatique, la Banque s'est attachée à promouvoir l'inclusion et la cohésion sociale comme piliers de la résilience de l'Europe.

Guidée par le Cadre Stratégique, la CEB a obtenu des résultats solides au cours des trois dernières années entre 2023 et 2025 : elle a approuvé plus de 13,1 milliards d'euros de prêts pour 146 projets dans 34 pays, atteignant ainsi le volume de prêts indicatif de 4,3 milliards d'euros par an fixé dans le Cadre Stratégique. Plus de la moitié de ses projets de prêts étaient destinés à des Pays du Groupe Cible, afin de les aider à répondre à des besoins urgents en matière d'investissements sociaux.

## 2025: une année d'engagement sans faille

Forte d'une situation financière solide, la CEB a une nouvelle fois démontré son engagement sans faille à répondre à l'évolution des besoins de ses pays membres en matière de développement social. Elle a ainsi approuvé 54 nouveaux projets de prêts dans 26 pays en 2025, pour un total de 4,5 milliards d'euros, en mettant particulièrement l'accent sur les populations vulnérables.

Le soutien à l'Ukraine est resté une priorité stratégique, l'agression brutale de la Russie ne montrant aucun signe d'apaisement au cours de l'année (voir la page web "[La CEB et de l'Ukraine](#)").

Avec six projets de prêt, le soutien financier de la CEB à son tout dernier pays membre s'élève à plus de 570 millions d'euros sous forme de prêts et de dons depuis son adhésion en 2023. D'autres financements qui devraient être approuvés d'ici 2027 porteront le total à 1,2 milliard d'euros.

Parmi les exemples de projets de ce type en 2025, on peut citer un [accord de prêt de 200 millions d'euros](#) destiné à soutenir le programme d'aide du gouvernement ukrainien en faveur des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI). Ce prêt, signé lors de la [Conférence sur le redressement de l'Ukraine](#) à Rome, est le plus important accordé par la Banque à l'Ukraine, et permettra de fournir un logement et des moyens de subsistance de base à plus de 1,2 million de personnes déplacées. En marge de cette même conférence, la CEB et l'Ukraine ont convenu d'un prêt de [100 millions d'euros](#) pour le relogement urgent des Ukrainiens dont les habitations ont été détruites par la guerre.

Les dons versés au Fonds solidarité Ukraine (USF) créé en 2023 ont fourni une aide supplémentaire bienvenue. En 2025, [l'Allemagne a versé 1,5 million d'euros supplémentaires](#), sa deuxième contribution à l'USF, qui porte à 6,6 millions d'euros le total des contributions de tous les donateurs à l'USF à la fin de l'année (voir la section "[Fonds fiduciaires](#)").

La CEB a également renforcé son financement aux pays voisins qui accueillent des réfugiés, notamment la Pologne, avec un nouveau [prêt supplémentaire de 175 millions d'euros](#) destiné à soutenir le Fonds d'aide polonais pour les citoyens ukrainiens bénéficiant d'une protection temporaire. Depuis 2022, la Banque a accordé environ 1,5 milliard d'euros de prêts et de dons pour aider les réfugiés ukrainiens et les populations qui les accueillent dans les pays membres de la CEB.

Plus largement, les projets de prêt de la CEB ont contribué à renforcer la cohésion sociale à travers l'Europe grâce à leur impact dans des secteurs sociaux essentiels tels que la santé et le médico-social, le développement rural, le logement social, les microentreprises et l'emploi, ainsi que la culture et les sports, notamment dans les Pays du Groupe Cible (voir quelques exemples dans la section "[Le Cadre Stratégique en action : projets approuvés en 2025](#)" et la liste complète des projets de prêt approuvés dans la section "[Aperçus](#)", et en ligne à l'adresse <https://coebank.org/fr/project-financing/projects-approved-administrative-council/>).

## InvestEU: renforcer l'impact social de la CEB à travers l'Europe

Le programme InvestEU est une initiative phare stratégique de l'UE pour la période 2021-2027, conçue pour mobiliser des financements publics et privés afin de soutenir des investissements dans la croissance durable, l'innovation et la cohésion sociale. Grâce au soutien d'une garantie budgétaire unique de l'UE, associée à un accompagnement technique et à des conseils spécialisés, InvestEU permet à la CEB d'atteindre un plus grand nombre de partenaires en réduisant leur profil de risque, en renforçant la préparation des projets et en améliorant les compétences des promoteurs publics et privés. Le programme contribue à traduire les priorités politiques de l'UE en opérations bancables à fort impact, en particulier dans des domaines tels que les infrastructures sociales, les compétences et l'accès au financement.

La CEB est un partenaire de mise en œuvre du programme InvestEU. Avec une enveloppe de garantie de plus de 318 millions d'euros allouée par la Commission européenne depuis 2022, la CEB travaille avec des emprunteurs et soutient des projets qu'elle ne pourrait pas prendre en charge autrement. La flexibilité accrue en termes de structure des prêts, de durée et de profil des emprunteurs a permis à la CEB de mobiliser 619 millions d'euros de prêts à ce jour pour des projets sociaux dans les pays membres de l'UE. Sur ce montant, la CEB a approuvé plus de 190 millions d'euros de financement au titre de la garantie InvestEU pour la seule année 2025, soutenant des projets dans des secteurs comme

le logement social abordable, l'éducation et la santé, ainsi que la promotion de l'emploi par le biais de la microfinance et de l'économie sociale.

En 2025, la CEB a renforcé son soutien à la microfinance en lançant, avec l'UE, un mécanisme de financement mixte dédié. Celui-ci vise à développer les opérations de microfinance, le soutien actuel de la CEB se concentrant sur la Belgique, la Bulgarie, la France, la Grèce, l'Italie, la Lituanie, les Pays-Bas et la Roumanie. Pour ce faire, le mécanisme associe des prêts de la CEB soutenus par la garantie InvestEU à des dons financés par une contribution de 10 millions d'euros du Fonds social européen plus (FSE+). En outre, grâce à sa participation à la Plateforme de conseil InvestEU, la CEB est un partenaire consultatif et fournit une assistance technique et des services de conseil aux bénéficiaires des projets. Dans le cadre de son rôle au sein de la Plateforme de conseil InvestEU, dont le budget global est de 13 millions d'euros, la CEB propose des services complets de conseil en matière de projets et des activités de renforcement des compétences, notamment des formations destinées aux institutions de microfinance, des études de marché et l'identification de nouveaux projets dans le cadre du volet "Investissements sociaux et compétences" d'InvestEU, ainsi qu'une assistance et des conseils sur l'impact des déplacements de populations en provenance d'Ukraine.







Le Groupe des dirigeants BMD réuni à la CEB à Paris durant la présidence de la CEB à sa tête.

### Une situation financière saine

La CEB a maintenu une situation financière solide tout au long de l'année 2025, malgré un environnement économique et géopolitique mondial difficile. Dans ce contexte, la Banque a enregistré une légère baisse de 2,6% de ses revenus nets de base, à 129,9 millions d'euros, ce qui reflète son approche prudente en matière de gestion d'actifs. La volatilité en dehors des revenus nets a affecté les marchés au second semestre. Néanmoins, au 31 décembre 2025, la CEB a réalisé un bénéfice net stable de 122,3 millions d'euros.

La solvabilité de la Banque est restée irréprochable, les principales agences de notation Moody's, Standard & Poor's, Fitch et Scope Ratings ayant toutes réaffirmé leurs notes de crédit de premier ordre avec des perspectives stables. Cette solidité financière, soutenue par une base de capital renforcée après la clôture réussie de la période de souscription pour la 7<sup>e</sup> augmentation de capital de la CEB en décembre 2024, a étayé le succès des activités sur les marchés des capitaux. La CEB a débuté l'année en émettant sa première obligation d'inclusion sociale (SIB) d'un montant de 300 millions de livres sterling en janvier 2025, une opération qui a permis de diversifier davantage les sources de financement de la Banque, tout en soulignant la confiance des investisseurs dans les investissements sociaux. Les SIB ont représenté plus de 40% du volume d'emprunt de la CEB en 2025, les émissions s'étant envolées pour atteindre un total d'environ 13,5 milliards d'euros depuis la mise en place du cadre des obligations d'inclusion sociale de la CEB en 2017 (voir : [La CEB en 2025](#)).

### Groupe des dirigeants des BMD : donner la direction

L'un des faits marquants de l'année a été la première présidence de la CEB au sein du Groupe des Dirigeants des banques multilatérales de développement (BMD), un forum de dialogue et de coordination réunissant les dirigeants des dix principales BMD et le Directeur général du FMI, qui vise à renforcer la collaboration à travers l'ensemble du système afin d'accroître l'impact et la portée des actions menées en faveur des pays membres. Ce travail revêt une importance croissante compte tenu des défis mondiaux urgents.

Lors de sa présidence, une fonction qui tourne chaque année, la CEB s'est employée à faire que le Groupe fonctionne comme un "système" unifié, tirant parti des forces individuelles et collectives pour relever les défis mondiaux et accélérer les progrès vers le développement durable. La Banque a fait preuve de leadership lors de réunions de haut niveau tout au long de l'année – en marge des réunions du FMI et du Groupe de la Banque mondiale à Washington DC, lors des sommets du G20 en Afrique du Sud et en tant qu'hôte de la toute première réunion du Groupe des Dirigeants des BMD à Paris –, au cours desquelles les BMD ont réaffirmé leur engagement à faire progresser la *Feuille de route du G20 pour des BMD meilleures, renforcées et plus efficaces*, approuvée par les dirigeants du G20 en octobre 2024. Au nom du Groupe des Dirigeants des BMD, le Gouverneur Monticelli a plaidé en faveur d'une augmentation de la capacité de prêt et d'un renforcement de la collaboration opérationnelle entre les BMD, et a recentré l'attention de l'ensemble du système sur les infrastructures sociales en tant qu'investissement stratégique

pour la croissance inclusive, la création d'emplois et la résilience dans tous les pays et régions. La CEB a également coordonné les contributions des BMD et représenté le Groupe des BMD dans le cadre de son engagement dans le système des Nations Unies, avant et pendant la quatrième Conférence des Nations Unies sur le financement du développement à Séville, renforçant ainsi la cohérence des BMD en tant que Groupe et la visibilité de la CEB au sein du système multilatéral.

Sous la direction de la CEB, le Groupe des BMD a franchi des étapes significatives. Tout d'abord, la mise en œuvre de la feuille de route du G20 a progressé, avec le renforcement de la mobilisation des ressources nationales et du secteur privé, l'amélioration des mesures d'impact, la conclusion d'accords de délégation réciproque pour faciliter le cofinancement des BMD avec deux premiers accords conclus par la CEB avec la BEI et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la contribution au portail de cofinancement des BMD, ainsi que le soutien à plus de 30 plateformes nationales destinées à adapter les efforts des BMD aux priorités nationales.

La révision du cadre d'adéquation des fonds propres a également été couronnée de succès, le Groupe ayant identifié une marge de manœuvre supplémentaire totale de 650 milliards de dollars US pour l'octroi de prêts dans tous les pays où les BMD opèrent au cours de la prochaine décennie.

La coordination et la publication du tout premier Rapport comparatif 2025 sur les BMD ont constitué une autre avancée majeure, en assurant la transparence et la comparabilité des situations financières et de la gestion financière dans l'ensemble du système des BMD, comme l'avait demandé le G20. La CEB a également coordonné la publication du rapport conjoint intitulé *"Social Infrastructure in Focus: the Role of MDBs"*, qui souligne la contribution essentielle des BMD au soutien des secteurs de la santé, de l'éducation, du logement, de l'eau et de l'assainissement. Ces secteurs sont vitaux pour la résilience et les Objectifs de développement durable (ODD), et représentent environ 22% des engagements des BMD sur la période 2019-2023.

La présidence du Groupe des Dirigeants des BMD a renforcé la visibilité et la position de la CEB au sein de l'architecture financière mondiale ainsi que son engagement auprès des autres BMD, du G20 et du système des Nations Unies, et a consolidé son importance en tant qu'acteur international dans le domaine de l'investissement social.

## Coopérer pour davantage d'impact

La collaboration étroite entre la CEB et d'autres BMD traduit son fort engagement à renforcer les partenariats à plus grande échelle, notamment avec les pays donateurs, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé, afin d'accroître ses compétences et générer davantage d'impact. La collaboration avec l'Union européenne (UE) a été essentielle. Par exemple, le programme phare InvestEU, a permis à la CEB de générer près de 620 millions d'euros de nouveaux financements destinés à des projets de développement social (voir ["InvestEU: renforcer l'impact social de la CEB à travers l'Europe"](#)).

Parmi les autres points forts liés à l'UE, on peut mentionner la [conclusion du programme Logement et autonomisation des Roms \(HERO\)](#), une initiative pilote de quatre ans mise en œuvre par la CEB avec des financements du Parlement européen et de l'Espagne, qui a favorisé l'inclusion des populations roms vulnérables en Bulgarie, en République slovaque et en Roumanie grâce à l'aide à l'emploi et à l'éducation financière (voir les sections ["Fonds fiduciaires"](#) et ["Collaboration et partenariats"](#) pour plus de détails).

La collaboration de la CEB avec la DG HOME de la Commission européenne dans le cadre du programme Partenariats et financements pour l'inclusion des migrants (PAFMI) représente une autre initiative qui a permis de former et d'accorder des microcrédits à plus de 3 000 migrants en Belgique, en Finlande, en Italie et aux Pays-Bas. La CEB continue de participer activement à l'initiative [Finance en Commun \(FiCS\)](#), un réseau stratégique de banques publiques de développement, et a défendu l'importance de l'investissement social lors du sommet FiCS 2025 en Afrique du Sud.

Afin de faire progresser les dimensions sociales de l'action climatique, la Banque a travaillé avec des institutions homologues à l'élaboration d'indicateurs et a lancé [un appel à l'action](#) en faveur de la résilience et d'une transition juste lors de la COP30 au Brésil en novembre. En décembre, la CEB a organisé un séminaire de haut niveau pour marquer le 10<sup>e</sup> anniversaire [de l'Accord de Paris](#).

La CEB a poursuivi sa participation au Dialogue de Paris afin de promouvoir le développement durable aux côtés d'autres organisations basées à Paris, telles que l'OCDE et l'UNESCO.

Elle a également renforcé son influence technique au sein de [l'Association internationale des marchés de capitaux \(ICMA\)](#) en rejoignant le Comité exécutif qui établit la norme mondiale pour les marchés obligataires durables.

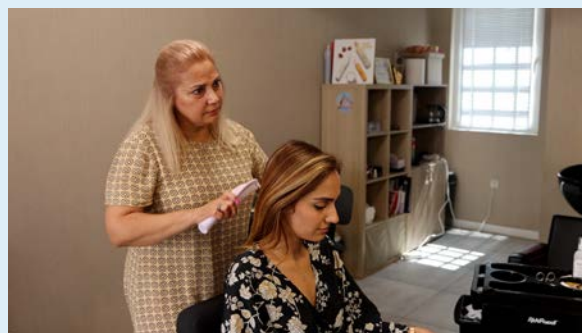
## La force de la microfinance

Dans son Cadre Stratégique 2023-2027, la CEB définit la microfinance comme l'une de ses priorités, et comme un instrument essentiel pour promouvoir l'inclusion financière et sociale à travers l'Europe. La microfinance permet de soutenir des activités génératrices de revenus en encourageant l'esprit d'entreprise et le travail indépendant, tout en améliorant les conditions de vie des ménages à faibles revenus, avec des retombées positives sur l'accès à l'éducation et aux soins médicaux. L'approche principale de la CEB consiste à soutenir des start-up et des microentreprises par l'intermédiaire de prestataires de microfinance spécialisés qui se concentrent sur les personnes exclues du système bancaire traditionnel, telles que les migrants et les réfugiés, les femmes, les populations rurales et les jeunes. La CEB travaille principalement avec des petites institutions de microfinance spécialisées n'ayant pas d'activité de dépôt et doivent donc recourir à des financements externes. Ces financements peuvent être difficiles ou coûteux à obtenir auprès d'institutions financières bancaires, en partie parce que les prêts aux petites institutions de microfinance sont peu rentables. Cela s'explique par le montant relativement faible des prêts et le risque perçu comme plus élevé dans ce secteur. Le Compte impact social et les instruments de l'UE, tels que la garantie InvestEU et le FSE+, sont essentiels parce qu'ils soutiennent ce secteur (voir "[InvestEU: renforcer l'impact social de la CEB à travers l'Europe](#)"). Ils permettent à la CEB de fournir des financements aux prestataires de microfinance et contribuent à combler un déficit important en matière de microfinance, estimé à environ 13 milliards d'euros dans

l'UE, tout en atténuant les risques. Pour un exemple concret de financement associant prêts et dons, voir les activités de microfinance de la CEB en Albanie dans la section "[Le Cadre Stratégique en action : projets approuvés en 2025](#)".

Au-delà du financement et d'autres formes de soutien, la CEB encourage la mesure de l'impact et l'engagement auprès du secteur de la microfinance. Avec le soutien d'InvestEU, elle a lancé en octobre une [boîte à outils interactive de mesure de l'impact social](#) afin d'aider les prestataires de microfinance à évaluer et améliorer l'impact de leur travail.

Cette boîte à outils témoigne une fois de plus de l'engagement de la CEB à obtenir des résultats mesurables en renforçant la résilience financière du secteur de la microfinance, en développant le savoir-faire et les compétences institutionnelles et en soutenant l'accès au financement pour les personnes vulnérables.



En Bulgarie, Amene Vasefi travaille dans le salon qu'elle a pu ouvrir grâce à un microcrédit accordé par SIS Credit, soutenu par la CEB grâce à un financement d'InvestEU.

La conviction de la Banque en matière d'engagement citoyen et d'initiatives locales s'est traduite par la sixième édition du [Prix CEB pour la cohésion sociale](#), qui a été remporté par Digital Twin, une organisation originaire de Türkiye, pour son travail dans le domaine de la préparation aux catastrophes (voir le [Prix CEB](#)).

## Préparer la CEB pour l'avenir

La mission sociale de la CEB est plus pertinente que jamais et, pour répondre aux attentes de ses pays membres, elle a continué à prendre des mesures pour préparer et équiper l'institution aux défis futurs.

En 2025, elle a amélioré ses cadres de redevabilité afin de renforcer la conformité, l'évaluation indépendante et les

fonctions d'audit interne, et a encore affiné ses outils de communication.

Dans un souci d'efficacité accrue et de préparation pour l'avenir, la CEB a poursuivi en 2025 la mise en œuvre du Schema directeur des systèmes d'information approuvé en 2024, en modernisant et de digitalisant ses opérations internes, tout en améliorant la gestion des données et les outils collaboratifs, notamment grâce au déploiement d'un système intégré de planification des ressources d'entreprise (ERP), en mettant à niveau son système bancaire central et évaluant les possibilités offertes par l'intelligence artificielle. Ces avancées renforceront la capacité de la CEB à soutenir ses pays membres, et les aideront à apporter des améliorations concrètes pour les populations et les collectivités.

## Projets approuvés en 2025

Nombre de projets : 54

Montant total : €4,5 milliards

Nombre de pays : 26

Nombre de projets

Volume de prêts approuvés

## Projets achevés en 2025

Nombre de projets : 36

Prêts décaissés : €3,7 milliards

Nombre de pays : 20

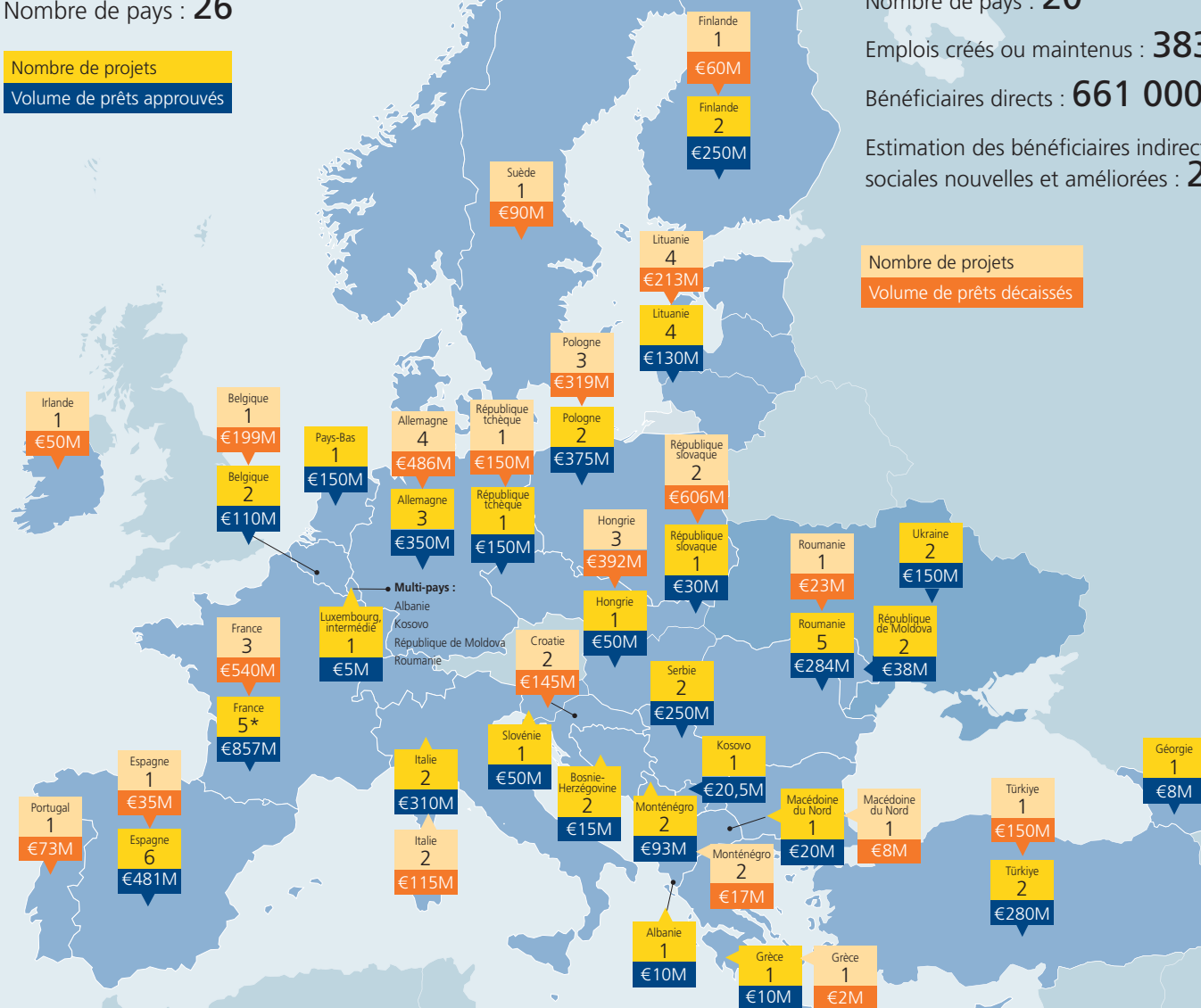
Emplois créés ou maintenus : 383 000

Bénéficiaires directs : 661 000

Estimation des bénéficiaires indirects d'infrastructures sociales nouvelles et améliorées : 26,2 millions

Nombre de projets

Volume de prêts décaissés



\* Pour la France, l'un des projets consiste en un prêt intermédiaire à la Pologne d'un montant de 250 millions d'euros.

Données au 31 décembre 2025

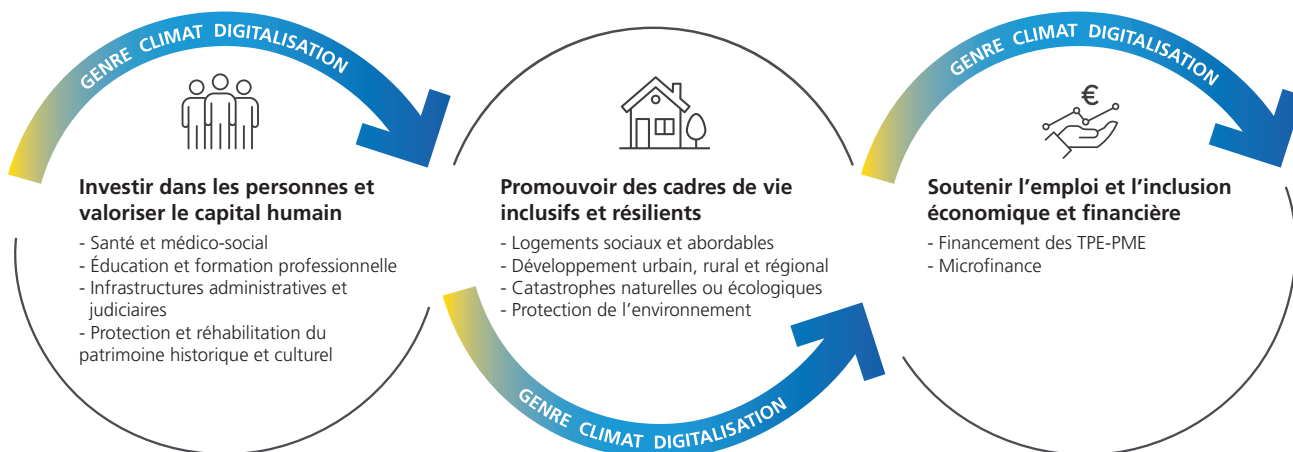


## Le Cadre Stratégique en action : projets approuvés en 2025

Le Cadre Stratégique 2023-2027 de la CEB guide les opérations de la Banque et lui permet de remplir le mandat social qui lui a été confié par ses pays membres. En 2025, la Banque a procédé à un examen à mi-parcours des progrès réalisés depuis 2023 et en a rendu compte à son Conseil d'administration en juin et à son Conseil de direction en décembre. Les conclusions étaient claires : l'augmentation de capital réalisée en décembre 2024 a permis d'obtenir de bons résultats de mise en œuvre, notamment le maintien de tous les indicateurs clés et l'atteinte du volume annuel moyen de prêts approuvés de 4,3 milliards d'euros. De 2023

à 2025, la CEB a approuvé un total de 13,1 milliards d'euros de prêts pour 146 projets dans 34 pays.

En 2025, les approbations de prêt de la Banque ont atteint un total de 4,5 milliards d'euros pour 54 nouveaux projets dans 26 pays. Ces prêts ont été répartis entre les trois lignes d'action des opérations de la CEB, à savoir : 1) Investir dans les personnes et valoriser le capital humain ; 2) promouvoir des cadres de vie inclusifs et résilients ; et 3) soutenir l'emploi et l'inclusion économique et financière.<sup>1</sup> Le genre, le changement climatique et la digitalisation sont des considérations transversales qui recoupent ces trois lignes d'action.



1. Un prêt peut contribuer à plusieurs lignes d'action.

## INVESTIR DANS LES PERSONNES ET VALORISER LE CAPITAL HUMAIN

En 2025, la Banque a approuvé 17 prêts destinés à la santé, au médico-social et à l'éducation, ainsi qu'à la préservation du patrimoine culturel dans 13 pays, pour un total de près de 1,2 milliard d'euros. Deux des projets de prêt en France et en République de Moldova sont présentés ci-dessous.

### Protéger les groupes vulnérables en France



Partout en Europe, la population vieillissante est confrontée à une pénurie majeure d'infrastructures de santé et médico-sociales adaptées, et notamment de logements adaptés. La France ne fait pas exception. Alors que le nombre de personnes âgées de plus de 75 ans devrait augmenter de 1,3% d'ici 2070, le nombre de lits disponibles dans les maisons de retraite devrait rester stable et inégalement réparti en France.<sup>2</sup> Les jeunes, y compris ceux qui sont pris en charge par les services de protection de l'enfance, sont également confrontés à des obstacles pour accéder à un logement adapté, car la forte demande et l'offre limitée continuent de faire grimper les prix.

Pour combler ces pénuries, un prêt de 200 millions d'euros accordé par la CEB à la Caisse des dépôts et consignations (CDC) permettra de financer la construction d'établissements de santé et médico-sociaux pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap. Ce prêt soutiendra également la construction et la rénovation de logements sociaux et d'hébergements pour les jeunes travailleurs, les étudiants, les enfants sous protection et les personnes en situation d'extrême précarité. Cette opération s'appuie sur trois prêts antérieurs, portant le financement total de la CEB à 450 millions d'euros sur neuf ans. Elle s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique plus large au titre de l'"Alliance européenne pour un logement social durable et inclusif", à travers lequel la CEB s'est engagée à verser 850 millions d'euros sur les 2,5 milliards d'euros mobilisés par la CDC pour soutenir les organismes de logement social.



### Modernisation d'écoles en République de Moldova

La République de Moldova dispose d'un vaste réseau scolaire qui doit s'adapter aux changements démographiques, surtout en zone rurale. Le ministère de l'Éducation et de la Recherche a fait de la consolidation du réseau scolaire une priorité politique, en lançant un concept de Réforme pour des écoles modèles afin de renforcer le secteur de l'éducation, d'accélérer le développement des compétences et du capital humain, et de favoriser une société fondée sur la connaissance.

Un prêt de 30 millions d'euros, accordé par la CEB au ministère, contribuera à moderniser 15 écoles primaires et secondaires à travers le pays, et devrait bénéficier à environ 12 800 élèves. Ce projet comprendra la rénovation complète des bâtiments sélectionnés, l'aménagement paysager de 28 hectares de terrains adjacents, la mise en œuvre de mesures d'efficacité énergétique et l'installation de sources d'énergie renouvelables. L'accent sera mis sur l'adaptation des infrastructures afin de garantir leur accessibilité aux personnes

à mobilité réduite. Ce prêt sera complété par un don de 5 millions d'euros accordé par le Partenariat pour l'efficacité énergétique et l'environnement en Europe de l'Est (E5P), un mécanisme multi-donateurs dont l'UE est le principal contributeur, afin d'améliorer la performance énergétique des écoles.

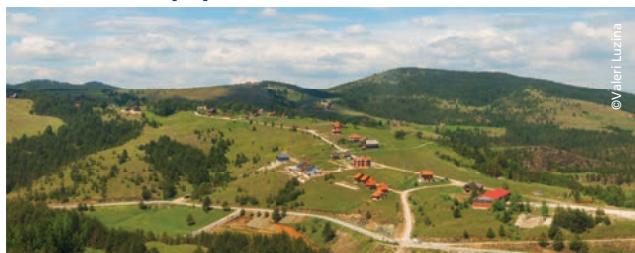


2. Projections démographiques de l'INSEE 2018-2070

## PROMOUVOIR DES CADRES DE VIE INCLUSIFS ET RÉSILIENTS

Les prêts de la CEB destinés au logement social et abordable, ainsi qu'à d'autres infrastructures sociales, visent à renforcer la résilience des populations urbaines, rurales et régionales, tout en favorisant la protection de l'environnement. En 2025, la CEB a accordé 28 prêts dans 15 pays pour un montant total de plus de 2,6 milliards d'euros afin de répondre aux besoins en matière de logement social et abordable, de développement urbain, rural et régional, ainsi que de réponses aux catastrophes naturelles et écologiques. Deux exemples de projets financés par la CEB en Serbie et en Slovaquie sont présentés ci-dessous.

### Connecter les populations rurales en Serbie



La Serbie est confrontée à de profondes disparités régionales : 125 des 145 municipalités sont en dessous de la moyenne nationale en termes de revenus et d'accès aux services. Ces écarts sont étroitement liés au mauvais état des routes locales, qui représentent 70% du réseau et sont essentielles pour la connectivité du dernier kilomètre. Près de la moitié de ces routes ne sont toujours pas goudronnées, ce qui isole les populations en cas de conditions météorologiques défavorables et limite l'accès aux soins médicaux, aux écoles, aux emplois et aux marchés locaux. En réponse à cette situation, le ministère de la Construction, des Transports et des Infrastructures (MCTI) a lancé un appel à propositions à

l'attention des municipalités de tout le pays pour la réhabilitation des routes en 2024, ce qui a permis d'identifier 3 000 kilomètres nécessitant des réparations, pour un coût total estimé à 650 millions d'euros.

Un prêt de 200 millions d'euros accordé par la CEB à la Serbie cofinancera la rénovation d'un grand nombre de ces routes. Les travaux comprendront le resurfaçage de l'asphalte, la modernisation des systèmes de drainage et des mesures visant à garantir l'accessibilité tout au long de l'année et la résilience au changement climatique. Grâce à une méthodologie de hiérarchisation des priorités élaborée conjointement avec le MCTI, le financement de la CEB soutiendra les municipalités qui en ont le plus besoin. Au total, le prêt devrait améliorer la vie quotidienne d'environ 1,5 million de personnes habitant dans les municipalités les moins développées du pays.



### Promouvoir les infrastructures municipales, notamment les logements sociaux, en Slovaquie

Comme de nombreux pays européens, la Slovaquie est confrontée à d'importants défis liés aux limites de son parc immobilier et à la demande croissante de logements. Cependant, depuis le lancement de sa première stratégie nationale pour le logement en 2000, la Slovaquie a montré sa volonté de s'attaquer de front à ce problème. Elle a notamment identifié les besoins urgents en matière d'investissements municipaux dans les infrastructures sociales, en particulier le logement, grâce à une étude de marché conjointe réalisée avec la CEB en 2021.

Un prêt de 50 millions d'euros accordé à la Banque slovaque d'exportation et de développement (SID Banka) – le quatrième qui lui est accordé par la CEB pour des activités liées au logement – permettra de financer des projets d'infrastructures municipales dans le pays, de relever des défis critiques et de promouvoir une croissance durable. Le prêt de la CEB soutiendra des initiatives en matière de logement pour les ménages à faibles revenus et d'autres groupes vulnérables,

tout en favorisant la cohésion sociale. Il répondra également aux besoins de reconstruction après les graves inondations de 2023. Ce projet illustre l'engagement de la CEB en faveur de populations inclusives, résilientes et durables en Europe, qui combine ses financements à long terme et le cadre de gouvernance solide, la rentabilité et l'impact local de SID Banka auprès des municipalités slovaques.





## SOUTENIR L'EMPLOI ET L'INCLUSION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

En 2025, la Banque a financé 17 prêts dans 13 pays, pour un montant total de plus de 700 millions d'euros, afin de stimuler la microfinance et d'améliorer l'accès au crédit pour les micros, petites et moyennes entreprises (TPE-PME). Deux exemples de prêts accordés par la CEB à l'Albanie et à la République tchèque sont présentés ci-dessous.

### Stimuler la microfinance en Albanie



L'Albanie est confrontée à des défis socio-économiques persistants, notamment un taux de chômage élevé, une économie souterraine importante et des disparités économiques entre les régions. Malgré une croissance économique régulière tirée par le tourisme, les envois de fonds depuis l'étranger et les dépenses de consommation, la pauvreté reste un sujet préoccupant, en particulier dans les zones rurales. Les microentreprises pourraient contribuer à relever ces défis, notamment en créant des emplois, mais elles ont souvent du mal à accéder au financement. Les banques sont réticentes à prêter aux TPE-PME, en particulier dans le

secteur agricole. Les institutions financières non bancaires, de microfinance par exemple, contribuent à combler ce fossé, mais l'inclusion financière, en particulier dans les zones rurales, reste un défi majeur pour parvenir à une croissance durable et inclusive.

Pour remédier à ces défis, un prêt de 10 millions d'euros, garanti par le Compte impact social (CIS) de la CEB, a été accordé à Fed Invest, l'une des plus grandes coopératives financières d'Albanie. Ce prêt est destiné à faciliter l'accès au financement pour environ 3 000 microentreprises et exploitations agricoles, contribuant à la création d'au moins 250 emplois. Afin de favoriser l'autonomisation des femmes, au moins 35% des fonds seront alloués à des femmes entrepreneurs. En outre, un don d'assistance technique de 49 000 euros provenant du Compte slovaque pour la croissance inclusive soutiendra des services de formation financière de Fed Invest destinés aux habitants des zones rurales, en mettant l'accent sur l'inclusion des femmes.

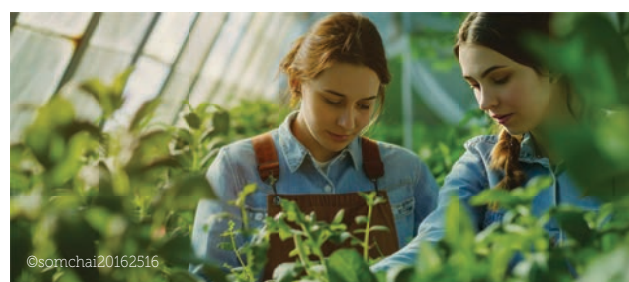


### Surmonter les obstacles financiers pour les TPE-PME en République slovaque et en République tchèque

Selon le rapport *"Small Business Finance Outlook"* du Fonds européen d'investissement, les coûts d'emprunt élevés et l'incertitude économique ont contribué au ralentissement des investissements des PME dans l'ensemble de l'UE. L'environnement de financement des PME en République tchèque est l'un des moins favorables de l'UE, et la République slovaque est confrontée à des contraintes structurelles et économiques similaires.

Un prêt de 150 millions d'euros a été accordé à SG Equipment Finance Czech Republic (SGEF CZ), qui se spécialise dans l'aide aux petites entreprises, pour financer des investissements productifs dans les TPE-PME en République slovaque et en République tchèque. En ciblant les petites entreprises des régions moins développées, le projet vise à lever les obstacles financiers persistants, tout en favorisant la création d'emplois et l'inclusion économique. Le prêt cofinance également la modernisation d'infrastructures publiques, notamment par des investissements dans les

transports publics et les soins médicaux de base. Ces investissements, menés par les autorités locales et des prestataires de services, visent à encourager un développement territorial plus équilibré, à soutenir une transition juste vers une économie bas carbone et à réduire la pression sur les budgets publics. Les obligations financières de SGEF CZ sont entièrement garanties par sa société mère, Société Générale S.A., France.



# Programme de développement durable à l'horizon 2030

Une décennie s'est écoulée depuis l'adoption des objectifs de développement durable (ODD) par tous les États membres des Nations Unies en 2015. La CEB continue de soutenir les efforts déployés par ses pays membres pour respecter leurs engagements au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Si 19 des 20 pays en tête de l'Indice ODD sont européens, il existe cependant des disparités de résultats entre ces pays et au sein de ceux-ci.<sup>1</sup> Les progrès dans des domaines essentiels tels que la pauvreté, la faim et le climat risquent de stagner, notamment en raison de la réduction des financements consacrés au développement à l'échelle mondiale.

Dans un objectif d'efficacité, la CEB a identifié les dix ODD prioritaires les plus proches de sa mission sociale et de ses secteurs d'activité, et aligne tous ses projets sur ces ODD depuis 2020.

Les 54 projets approuvés en 2025 s'alignent sur les principaux ODD de la manière suivante :

- ODD alignés sur le mandat social principal de la CEB : environ 78% des projets ont abordé les inégalités (ODD 10 : Réduire les inégalités). En outre, 41% des projets ont contribué à l'ODD 1 (Pas de pauvreté).
- ODD examinés dans tous les projets : environ 31% des projets approuvés comprenaient un volet axé sur le genre (ODD 5 : Égalité entre les sexes), tandis que 22% visaient des objectifs liés au climat (ODD 13 : Action pour le climat).
- ODD sectoriels pertinents pour les opérations de la CEB : environ 46% ont contribué à l'ODD 11 (Villes durables), 22% ont promu l'ODD 3 (Bonne santé), 35% ont contribué à l'ODD 8 (Travail décent), 24% se sont concentrés sur l'ODD 4 (Éducation de qualité) et 4% ont contribué à l'ODD 6 (Eau propre).

## Les projets approuvés par la CEB en 2025 et les ODD

NB : Les chevauchements reflètent le fait que les projets soutenus contribuaient, en moyenne, à trois ODD.

|                                                                                     |                                 | 2025                                              |                                              |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------------------|----------------------------------------------|
|                                                                                     |                                 | Nombre de projets approuvés supportant chaque ODD | % de projets approuvés supportant chaque ODD |
|    | ODD 10<br>Inégalités réduites   | 42                                                | 78                                           |
|    | ODD 1<br>Pas de pauvreté        | 22                                                | 41                                           |
|    | ODD 5<br>Égalité des sexes      | 17                                                | 31                                           |
|    | ODD 13<br>Action pour le climat | 12                                                | 22                                           |
|    | ODD 3<br>Bonne santé            | 12                                                | 22                                           |
|  | ODD 4<br>Éducation de qualité   | 13                                                | 24                                           |
|  | ODD 6<br>Eau potable            | 2                                                 | 4                                            |
|  | ODD 8<br>Travail décent         | 19                                                | 35                                           |
|  | ODD 11<br>Villes durables       | 25                                                | 46                                           |
|  | ODD 16<br>Paix et Justice       | 0                                                 | 0                                            |

En matière de financements et d'emprunts, la CEB intègre les ODD dans son cadre des obligations d'inclusion sociale et dans ses rapports annuels, notamment en ce qui concerne la durabilité (voir [Durabilité](#)).

Pour plus de données et d'analyses, consulter le Rapport sur la durabilité 2025 :

<https://coebank.org/fr/about/durabilite/>

1. Rapport sur la durabilité en Europe : performances de l'UE et des pays européens en matière d'ODD en 2025



## Fonds fiduciaires

# Fonds fiduciaires en faveur de l'action sociale de la CEB

Les partenariats avec les donateurs sont au cœur des efforts déployés par la Banque pour améliorer le niveau de vie des groupes vulnérables et de renforcer la cohésion sociale à travers l'Europe. Ils contribuent à relever les défis liés au financement et à la mise en œuvre qui peuvent entraver les projets à fort impact social. En 2025, la CEB a continué à renforcer sa coopération avec la communauté des donateurs.



Les femmes propriétaires de petites entreprises comptent parmi les bénéficiaires des ressources des fonds fiduciaires de la CEB.

## Données clés pour 2025



Les partenariats avec les donateurs sont au cœur des efforts déployés par la Banque pour améliorer le niveau de vie des groupes vulnérables et de renforcer la cohésion sociale à travers l'Europe. Ils contribuent à relever les défis liés au financement et à la mise en œuvre qui peuvent entraver les projets à fort impact social. En 2025, la CEB a continué à renforcer sa coopération avec la communauté des donateurs.

Les contributions des donateurs et de la Banque aux fonds fiduciaires de la CEB ont atteint 35 millions d'euros au cours de l'année, portant le montant total reçu au cours des 30 dernières années à plus d'un milliard d'euros. Ce financement substantiel illustre le soutien des donateurs au mandat social de la Banque et à son modèle opérationnel léger et réactif.

L'UE a versé 21 millions d'euros à la CEB en 2025, consolidant ainsi sa position de premier donateur de la Banque avec un total de 784 millions d'euros, soit 75% du montant total des contributions depuis la mise en place des apports de fonds volontaires. La force de cette coopération souligne la complémentarité des deux institutions : alors que l'UE est le principal acteur du secteur social en Europe, tant en termes de politique que de financement, la CEB possède une longue expérience dans la mise en œuvre de projets sociaux à fort impact.



Un hôpital à Bălți, République de Moldova

En 2025, dans le cadre de cette collaboration, l'UE et la CEB ont soutenu l'accès au financement des microentrepreneurs vulnérables par l'intermédiaire d'institutions de microfinance à travers l'Europe. Alors que la Banque accorde des prêts à ces institutions de microfinance, l'UE facilite ces prêts grâce aux garanties financières d'InvestEU. Elle finance également, par une contribution de 10 millions d'euros du Fonds social européen plus, des services d'aide au développement des entreprises destinés aux groupes vulnérables, tels que des formations et du mentorat, ainsi que des bonifications d'intérêts sur leurs microcrédits.

L'UE a également accordé un don de 6 millions d'euros en 2025 pour cofinancer la construction d'un hôpital régional à Bălți, en République de Moldova. Cet hôpital de 340 lits devrait bénéficier à plus de 680 000 personnes vivant dans le nord du pays. Ce don complète un prêt de 86 millions d'euros accordé par la CEB, et est financé par la Plateforme d'investissement pour le voisinage (PIV), un mécanisme qui finance des projets d'infrastructure dans les pays couverts par la Politique européenne de voisinage. Ce prêt s'appuie sur un don d'assistance technique de 3 millions d'euros approuvé par la PIV en 2024, qui financera la conception et les documents d'appel d'offres pour l'hôpital.

La CEB a également renforcé son partenariat de longue date avec E5P. E5P soutient les investissements dans l'efficacité énergétique et l'environnement dans les pays du Partenariat oriental de l'UE. La CEB et l'E5P ont convenu de financer conjointement la rénovation d'écoles en République de Moldova. Grâce à un don de 5 millions d'euros, l'E5P financera des mesures d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable, tandis que la CEB a approuvé un prêt de 30 millions d'euros pour financer le reste du projet, détaillé dans la section sur les projets approuvés en 2025.



Un bénéficiaire du don accordé par la CEB, par l'intermédiaire de son Fonds solidarité Ukraine, au Service de résilience de l'Ukraine.

Les contributions des pays membres de la CEB constituent également une source importante de financement des donateurs. En 2025, l'Allemagne a versé 1,5 million d'euros au Fonds solidarité Ukraine (USF). Créé en 2023 en réponse à l'agression brutale de la Russie contre l'Ukraine, l'USF soutient les personnes déplacées et les efforts de reconstruction du pays. Cette deuxième contribution de l'Allemagne porte le montant total de ses contributions à l'USF à 3,5 millions d'euros. L'Allemagne est non seulement le plus grand contributeur à l'USF, mais aussi le principal donateur à la CEB parmi les pays membres, avec des contributions dépassant 23 millions d'euros à ce jour.

En outre, la Banque a alloué 12 millions d'euros de ses bénéfices de 2024 à ses fonds fiduciaires, répartis entre l'USF (5 millions d'euros) et le Compte impact social (CIS), qui soutient les projets à forte dimension sociale de la Banque (6 millions d'euros).

Au cours de l'année, la Banque a également approuvé 40 millions d'euros de dons provenant de ses fonds fiduciaires, dont 18 millions d'euros, soit près de la moitié, en faveur de l'Ukraine. La CEB a notamment approuvé un don de 500 000 euros provenant de l'USF pour fournir des logements sûrs et dignes aux populations vulnérables

touchées par la guerre. Ce don contribuera à réhabiliter des sites de transit et des centres collectifs afin de les rendre accessibles aux personnes à mobilité réduite déplacées à l'intérieur du pays. Il permettra également de soutenir la distribution de kits d'abri pour les réparations d'urgence des logements des ménages à faibles revenus dont les habitations ont été endommagées par la guerre.

Les garanties accordées par le CIS et InvestEU ont permis à la CEB d'octroyer 152 millions d'euros de prêts à des institutions de microfinance et à d'autres emprunteurs à forte dimension sociale qui n'auraient pas pu bénéficier d'un financement sans ces garanties. Grâce à celles-ci, la Banque a, par exemple, été en mesure d'approuver un prêt de 10 millions d'euros à Alter Modus, une institution de microfinance basée au Monténégro, qui utilisera ces fonds pour accorder des microcrédits à des personnes ayant un accès limité au financement, notamment des entrepreneurs, des femmes et des exploitants agricoles. Cette initiative devrait permettre d'aider 4 000 microentreprises et exploitations agricoles, et potentiellement créer 250 emplois.

Pour en savoir plus sur les fonds fiduciaires, nos donateurs et les projets qu'ils soutiennent, consulter la rubrique <https://coebank.org/fr/partnering-with-donors/>



# Collaboration et partenariats

En tant que banque de développement social pour l'Europe, la CEB est fermement engagée à nouer des partenariats et à établir une collaboration étroite avec les institutions internationales et nationales, la société civile et le secteur privé, afin de partager son expertise et ses connaissances, de renforcer ses compétences et d'avoir un impact plus important au nom de ses pays membres et des citoyens.



Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, Alain Berset, et le Gouverneur Monticelli lors d'une visite officielle à la CEB à Paris.

La nature et l'étendue de cette collaboration vont des partenariats formels à l'organisation conjointe d'événements, en passant par la contribution à des groupes de travail aux côtés d'experts de BMD homologues. Les principaux réseaux et programmes auxquels la CEB a activement participé en 2025, ainsi que des événements ou initiatives organisés conjointement avec la CEB ou facilités par une collaboration au cours de l'année, sont présentés par ordre alphabétique ci-dessous.

- **Association européenne des investisseurs de long terme (ELTI)** – Membre associé et participe à divers groupes de travail, notamment au lobbying conjoint sur les intérêts de l'IFI/NPBI concernant le prochain cadre financier pluriannuel (CFP).
- **Association internationale des services correctionnels et pénitentiaires (ICPA)** – Groupe planification et conception – Promouvoir des pratiques humaines et exemplaires pour la planification et la conception de nouveaux environnements carcéraux et la rénovation des environnements existants.

- **Association internationale des marchés de capitaux (ICMA)** – Membre de longue date, la CEB a rejoint en 2025 le Comité exécutif des Principes régissant la norme pour des marchés obligataires durables.
- **Conseil de l'Europe** – Relation institutionnelle particulière : organisation conjointe d'un séminaire sur les droits de l'homme et l'action climatique lors de la COP30 à Belém, au Brésil, et d'une conférence sur l'accompagnement aux personnes âgées à Strasbourg en décembre ; participation active au Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT), à l'Unité de coopération en matière de police et de privation de liberté (CPDL), Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM) et à plusieurs groupes de travail sur l'intégrité et la conformité.
- **Dialogue de Paris** – Partenariat avec l'AFD, la CCI, l'AIE, l'OCDE, l'UNESCO et l'OIF pour promouvoir le financement du développement durable.
- **Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri (FEANTSA)** – Partenaire collaboratif.
- **Finance en Commun (FiC/FiCS)** – Membre du Comité exécutif et du Groupe de pilotage. Participation au sommet annuel en février. Membre actif de :
  - la Coalition pour l'investissement social (C4SI) – Codirection et gestion des axes de travail suivants : éducation (UNESCO), emplois décents et protection sociale (OIT), santé et action climatique (BM, BAD, AFD).
  - la Coalition pour les arts et la culture – Contribution à l'inventaire des banques publiques de développement
  - la Coalition pour des villes et des régions résilientes
- **Forum sur les risques réglementaires liés aux infrastructures numériques (DIRR)** – Groupe de travail collaboratif des banques multilatérales de développement sur les normes relatives aux infrastructures numériques.
- **Global Disability Innovation (GDI) Hub** – Soutien aux travaux sur l'inclusion des personnes en situation de handicap et la conception universelle des bâtiments par le biais de lignes directrices et de formations.
- **Groupe d'experts de la Commission européenne en économie sociale et entreprises sociales (GECES)** – La CEB participe en tant qu'observateur à cet organe de l'UE.
- **Groupe de travail international sur le logement en Ukraine** – Partenaire collaboratif.



La CEB présidant une réunion du Groupe des dirigeants BMD au siège de la CEB à Paris.

- **Groupe des Dirigeants des BMD** – En 2025, la CEB a assuré la présidence ce forum de dialogue et de coordination entre les dirigeants des principales BMD ; elle participe notamment à des groupes de travail sur l'action climatique, la sécurité de l'approvisionnement en eau et la passation de marchés, entre autres.
- **HCR Europe** – Partenariat pour l'intégration des réfugiés, comprenant notamment l'organisation conjointe de webinaires.
- **Housing Europe** – Partenaire collaboratif.
- **Indicateurs harmonisés pour les opérations du secteur privé (HIPSO)** – Réseau des institutions de financement du développement, dont le secrétariat est hébergé par la Société financière internationale (IFC).
- **Just Transition Lab** – Promotion de solutions financières pour l'action climatique, hébergé par la London School of Economics et le Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment.
- **Logement et autonomisation des Roms (HERO)** – Initiative pilote (2021-2025) impliquant l'UE et l'Espagne ; promeut l'inclusion des populations roms en Bulgarie, en République slovaque et en Roumanie.
- **Mainstreaming Climate in Financial Institutions Initiative** – Réseau de partage des connaissances de l'International Development Finance Club (IDFC).
- **Méthodologie d'évaluation des systèmes de passation des marchés (MAPS)** – Initiative conjointe de la Banque mondiale et du CAD de l'OCDE visant à évaluer les marchés publics.
- **MicroFinance Centre (MFC)** – Partenaire collaboratif.
- **Munich Re** – Partenaire du secteur privé fournissant des logiciels de veille pour l'évaluation des risques naturels.
- **NAPO (Réseau des agences chargées des marchés publics)** – Statut d'observateur.



- **National Alliance for Local Economic Development (NALED)** – Organisme à but non lucratif soutenant les meilleures pratiques en matière de passation de marchés durables.
- **OCDE** – La CEB est le principal sponsor de l'initiative de l'Observatoire mondial des finances et de l'investissement des collectivités territoriales (WOFI) de l'OCDE-CGLU.
- **Partenariat européen pour la résilience (ERP)** – Membre du réseau.
- **Partenariat stratégique CEB-UE** – Comprend des accords InvestEU et le soutien au titre des instruments de la Plateforme de conseil InvestEU ; l'UE est le plus grand donateur de la CEB (voir la section Fonds fiduciaires).
- **Partenariats et financements pour l'intégration des migrants (PAFMI)** – Projet financé par l'UE, qui propose des microcrédits et du mentorat dans quatre pays de l'UE.
- Plateforme des banques multilatérales de développement (BMD) sur les migrations – membre.
- **Plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme (EPOCH)** – Contribue au niveau technique co-gère le volet financier avec la DG EMPL et co-dirige le volet "Agenda urbain" sur l'intégration des migrants avec la DG HOME et Eurocities.
- **Plateforme européenne de microfinance** – Membre du réseau.
- **Réseau des praticiens de l'achat dans les organisations internationales (NPIO)** – Membre du réseau.
- **Réseau européen de microfinance (REM)** – Membre du réseau.
- **Réseau universitaire de formation des enseignants** – Soutenu par la CEB et l'UE (Erasmus+) pour aider les enseignants à évoluer vers des environnements d'apprentissage innovants.
- **Sciences Po** – Partenaire universitaire pour la recherche et l'apprentissage sur le financement souverain.
- **Water Finance Coalition** – Réseau d'institutions financières internationales comprenant des banques publiques de développement internationales et nationales.
- **Réseau pour un environnement d'apprentissage efficace** – A abouti à la création du Réseau universitaire de formation des enseignants.



Le Gouverneur Monticelli signant un accord de don de 10,7 millions d'euros avec la Commissaire européenne à l'élargissement, Marta Kos, et le vice-Premier ministre ukrainien, Oleksii Kuleba, afin de stimuler la relance du secteur du logement en Ukraine.

## La CEB en 2025

# Activités des marchés financiers

Les conditions de fonctionnement des marchés financiers internationaux sont restées difficiles en 2025, même si la désinflation et l'assouplissement monétaire ont soutenu la croissance et l'emploi. Les risques sont restés orientés à la baisse en raison de l'incertitude géopolitique accrue, de l'escalade des tensions commerciales et de la redéfinition des priorités des pays en matière de dépenses publiques déjà limitées. Malgré ces défis, la CEB a réussi à obtenir les fonds nécessaires au financement de ses activités, honorer ses échéances de remboursement de dette et maintenir une forte liquidité.



## Portefeuilles de trésorerie

Les actifs du bilan de la Banque comprennent quatre portefeuilles de trésorerie : un portefeuille monétaire et trois portefeuilles de titres pour la liquidité à court, moyen et long terme :

- **Le Portefeuille monétaire est composé de placements à court terme ayant une maturité inférieure ou égale à un an.** L'objectif de ce portefeuille est d'assurer la gestion quotidienne des flux de trésorerie dans toutes les devises concernées. Les placements à court terme dont la maturité est inférieure ou égale à trois mois doivent avoir pour note minimale BBB+ au moment de l'achat. Les placements à court terme dont la maturité est comprise entre trois mois et un an doivent être notés au moins A- à la date d'achat. Au 31 décembre 2025, la valeur de ce portefeuille s'élevait à 7 034 millions d'euros.
- **Le Portefeuille de titres de liquidité à court terme se compose de titres à court terme dont la maturité est inférieure ou égale à un an.** Alternative aux dépôts bancaires, ces titres complètent le Portefeuille monétaire en renforçant la position de liquidité à court terme de la Banque. La note minimale exigée à la date d'achat est BBB pour les obligations souveraines à court terme dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois, et A- pour les titres dont la maturité est comprise entre trois mois et un an. Au 31 décembre 2025, la valeur nominale de ce portefeuille s'élevait à 1 021 millions d'euros.
- **Le Portefeuille de titres de liquidité à moyen terme se compose de placements en valeurs mobilières dont la maturité est comprise entre 1 et 15 ans.** L'objectif de ce portefeuille est de renforcer la position de liquidité de la Banque, tout en dégagant un rendement satisfaisant. Les titres à moyen terme doivent avoir une notation minimale de A+ à la date d'achat. Au 31 décembre 2025, la valeur nominale de ce portefeuille s'élevait à 1 998 millions d'euros.
- **Le Portefeuille de titres liquides à long terme se compose de placements en valeurs mobilières dont la maturité est comprise entre 1 et 30 ans.** Les titres de ce portefeuille sont principalement destinés à fournir à la Banque des produits d'intérêt stables. Ils doivent avoir pour note minimale A+ à la date d'achat. Au 31 décembre 2025, la valeur de ce portefeuille s'élevait à 3 059 millions d'euros.

## Produits dérivés

Conformément à la Politique financière et de gestion des risques adoptée par le Conseil d'administration de la CEB, la Banque utilise des produits dérivés dans le but de couvrir les risques de marché résultant de ses opérations de prêt, d'investissement et de financement. Au 31 décembre 2025, la ventilation des produits dérivés par type de couverture était la suivante : 57,7% pour les émissions obligataires, 33,6% pour les prêts, 3,9% pour les titres détenus par la Banque et 4,8% pour les transactions monétaires. La politique prudente de gestion des risques de la Banque fait partie intégrante de ses activités d'investissement, comme indiqué dans son [Rapport financier](#) annuel.

## Financement de l'activité en 2025

### Opérations d'emprunt

La CEB émet des obligations sur les marchés de capitaux internationaux dans le cadre de l'autorisation d'emprunt annuelle fixée par le Conseil d'administration. La Banque a emprunté un total de 5,88 milliards d'euros, contre 6,23 milliards d'euros en 2024, soit 78,4% de l'autorisation d'emprunt de 7,5 milliards d'euros pour 2025. Ce montant a été levé dans six devises différentes à travers 18 émissions obligataires d'une durée d'un an ou plus.

Le programme de financement 2025 répondait à trois objectifs principaux :

- couvrir les besoins induits par l'activité de prêt de la Banque ;
- permettre à la Banque d'honorer ses échéances de remboursement de dette ; et
- permettre à la Banque de maintenir ses liquidités au niveau fixé par ses organes directeurs.

Pour aider à assurer le financement nécessaire à ses opérations, la Banque combine des opérations de taille, dites de référence (benchmark) dans les principales devises, s'adressant un large panel d'investisseurs institutionnels, avec des émissions obligataires relativement plus modestes dans des devises locales ou structurées pour répondre à des demandes

particulières d'investisseurs. En outre, cette stratégie permet à la Banque de se diversifier sur d'autres marchés et d'élargir sa base d'investisseurs.

En 2025, la répartition des fonds levés par la CEB était la suivante : 39,6% libellés en dollars américains (USD), 36,1% en euros (EUR), 7% en yuans chinois délocalisés (CNY), 6,2% en livres sterling (GBP), 5,7% en dollars australiens (AUD) et 5,4% en dollars de Hong Kong (HKD).

Les marchés principaux, l'EUR et l'USD, ont représenté 75,8% du volume total de financement (88,7% en 2024). Cinq transactions ont été libellées en EUR, dont une émission de référence de 1 milliard d'euros à dix ans en juin et une émission de référence de EUR 1 milliard à sept ans d'obligations d'inclusion sociale (SIB) en mars. En outre, une émission de référence de USD 1,5 milliard à cinq ans a été réalisée en janvier, et une émission de référence de USD 1 milliard à trois ans d'obligations d'inclusion sociale (SIB) a été émise en mai.

Outre les émissions de référence SIB en USD et en EUR, la CEB a émis en janvier une première ligne de référence SIB de GBP 300 millions à trois ans et a prolongé sa courbe SIB en AUD avec une nouvelle ligne de référence SIB de AUD 550 millions à cinq ans en février 2025.

Au total, la CEB a émis 2,6 milliards d'euros de SIB en 2025, ce qui représente plus de 40% du volume d'emprunt de la Banque, comme en 2024. Cela porte le total des émissions de SIB à plus de 13,5 milliards d'euros depuis la première émission de ce type en 2017 (voir [la page Internet des rapports sur les SIB](#)).



La CEB célèbre l'introduction de son obligation sociale inaugurale libellée en livres sterling à la Bourse de Londres (LSE) en 2025.



## Emprunts lancés en 2025

| Date de versement | Date de maturité | Devise | Durée (en années) | Montant nominal (en millions) | Chef(s) de file         |
|-------------------|------------------|--------|-------------------|-------------------------------|-------------------------|
| 09/01/2025        | 01/09/2028       | GBP    | 3                 | 300                           | Barclays/Citi/Nomura    |
| 14/01/2025        | 14/01/2027       | CNY    | 2                 | 2 200                         | HSBC                    |
| 15/01/2025        | 15/01/2030       | USD    | 5                 | 1 500                         | GS/HSBC/JPM/TD          |
| 16/01/2025        | 21/01/2030       | EUR    | 5                 | 50                            | Bofa                    |
| 20/01/2025        | 13/04/2029       | EUR    | 4                 | 50                            | JPM                     |
| 20/01/2025        | 24/01/2028       | EUR    | 3                 | 25                            | Rabo                    |
| 03/04/2025        | 24/05/2030       | AUD    | 5                 | 550                           | DB/RBC/CBA              |
| 25/03/2025        | 25/03/2032       | EUR    | 7                 | 1 000                         | Bofa/CACIB/DZ/NWM       |
| 26/03/2025        | 26/03/2027       | HKD    | 2                 | 400                           | Nomura                  |
| 29/04/2025        | 29/04/2028       | CNY    | 3                 | 1 000                         | Citi                    |
| 05/08/2025        | 05/08/2028       | USD    | 3                 | 1 000                         | Bofa/Citi/Daiwa/DB      |
| 22/05/2025        | 22/05/2029       | HKD    | 4                 | 250                           | DB                      |
| 19/06/2025        | 19/06/2035       | EUR    | 10                | 1 000                         | BNPP/Nomura/MS/Barclays |
| 16/10/2025        | 16/04/2028       | HKD    | 3                 | 500                           | HSBC                    |
| 20/10/2025        | 20/10/2028       | HKD    | 3                 | 500                           | Standard Chartered      |
| 18/11/2025        | 18/11/2027       | HKD    | 2                 | 300                           | Santander               |
| 19/11/2025        | 19/11/2027       | HKD    | 2                 | 400                           | TD                      |
| 24/11/2025        | 24/02/2028       | HKD    | 3                 | 500                           | CACIB                   |

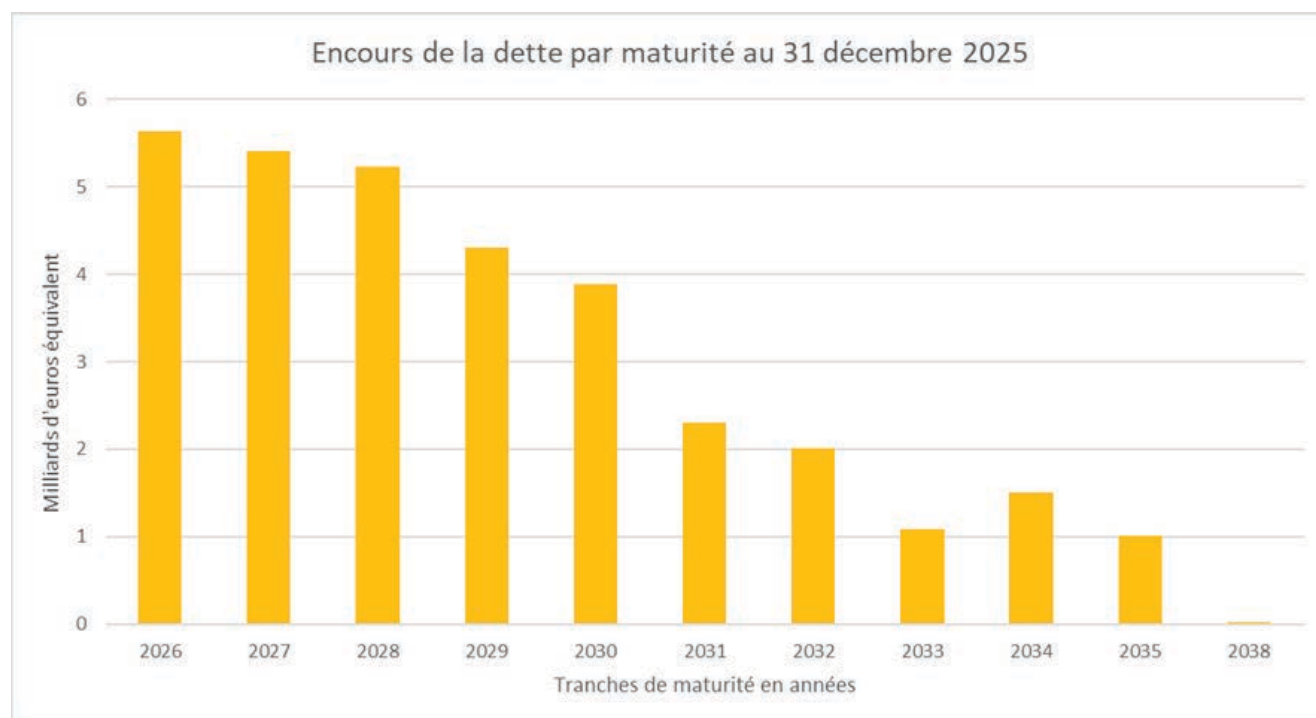
La durée moyenne des émissions lancées dans le cadre de l'autorisation d'emprunt pour 2025 était de 5,44 ans, soit légèrement inférieure à celle de 2024. En 2025, 65,2% des émissions avaient une durée d'environ cinq ans ou plus, soit une légère baisse par rapport aux 74,4% enregistrés en 2024.

Le tableau ci-dessus présente la liste complète des fonds levés dans leur devise d'origine, en précisant qu'après prise en compte des swaps, le montant total des fonds empruntés est libellé en euros.

## Évolution de la dette

Au 31 décembre 2025, l'encours de la dette représentée par des titres, hors intérêts exigibles, s'élevait à 31,6 milliards d'euros, contre 31,4 milliards d'euros en fin d'année précédente.

En 2025, la Banque n'a procédé à aucun rachat de sa dette à long terme ni effectué de remboursements anticipés. La ventilation de la dette en fonction de l'échéance est illustrée dans le graphique ci-dessous.



## Lectures complémentaires

Pour plus d'informations sur les activités financières de la CEB, consulter le Rapport financier 2025 de la CEB : <https://coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/rapport-financier-2025/>

Vous pouvez consulter les rapports financiers précédents, classés par année, dans nos archives à l'adresse suivante : <https://coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/?type=report>

Pour consulter les rapports annuels de la CEB sur les obligations d'inclusion sociale et obtenir plus d'informations sur le financement, y compris les obligations d'inclusion sociale, rendez-vous sur <https://coebank.org/fr/investor-relations/>

# Gouvernance

## Structure de gouvernance et Management

La CEB est une institution multilatérale dont la gouvernance est supervisée par les quatre organes suivants :

- Conseil de direction
- Conseil d'administration
- Gouverneur
- Comité de surveillance

Le Conseil de direction et le Conseil d'administration se réunissent tous les ans au cours d'une Réunion Commune au cours de laquelle ils discutent des priorités stratégiques et politiques de la Banque. En règle générale, la Réunion Commune est organisée dans l'un des pays membres de la Banque, et en 2025 elle s'est tenue au Monténégro (voir [Réunion Commune 2025 de la CEB](#)).

### Conseil de direction

Le Conseil de direction est la plus haute autorité des quatre organes de gouvernance de la CEB ; il définit l'orientation générale de l'activité de la Banque, fixe les conditions d'adhésion à la Banque, décide des augmentations de capital et approuve le rapport annuel, les comptes et le bilan général de la Banque. Il est composé d'un président et d'un représentant de chacun des 43 États membres ([voir la liste](#)). Le Conseil de direction élit son propre président ainsi que le président du Conseil d'administration, et nomme le Gouverneur, les Vice-Gouverneurs et les membres du Comité de surveillance.

Président : **Harry Alex Rusz**, Hongrie

### Conseil d'administration

Le Conseil d'administration exerce les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil de direction, notamment en matière d'élaboration et de supervision des politiques opérationnelles et d'approbation des projets d'investissement soumis par les gouvernements des États membres de la Banque. Il vote également le budget de fonctionnement de la Banque. Le Conseil d'administration est composé d'un président et d'un représentant de chaque État membre ([voir liste](#)).

Présidente : **Wioletta Barwicka-Lofthouse**, Pologne

## Gouverneur

Le Gouverneur est le représentant légal de la Banque et, en tant que chef des services opérationnels de la Banque, il gère les affaires courantes conformément aux directives du Conseil d'administration. Le Gouverneur examine les aspects techniques et financiers des demandes de financement soumises à la Banque avant de les transmettre au Conseil d'administration. Dans le cadre des relations étroites que la Banque entretient avec le Conseil de l'Europe, le Gouverneur procède à des échanges annuels avec le Comité des Ministres et informe l'Assemblée parlementaire (APCE) des activités de la Banque.

Gouverneur: **Carlo Monticelli**, Italie

Le Gouverneur est assisté de trois Vice-Gouverneurs : Tomáš Boček, République tchèque, responsable des Pays du Groupe Cible ; Sandrine Gaudin, France, responsable de la Stratégie Financière ; Johannes M. Böhmer, Allemagne, responsable de la Stratégie de Développement Social ([voir la page Internet du Gouverneur](#)).

### Comité de surveillance

Le Comité de surveillance certifie l'exactitude des comptes annuels de la CEB après leur examen par un auditeur externe. Il est composé de trois membres nommés par le Conseil de direction, sur la base d'un système de rotation approuvé, et d'un conseiller spécial :

**Fatos Bejta**, Albanie ; **Samir Bakić**, Bosnie-Herzégovine ; **Zoran Živojinović**, Serbie ; **Barbora Janíčková**, République tchèque (conseillère spéciale). Voir [la page Internet du Comité de surveillance](#).

Le secrétariat des organes de direction, d'administration et de contrôle de la CEB est assuré par le **Secrétariat de l'Accord partiel sur la Banque de Développement du Conseil de l'Europe**.

Cheffe du Secrétariat de l'Accord partiel : **Christiane Schimeck**

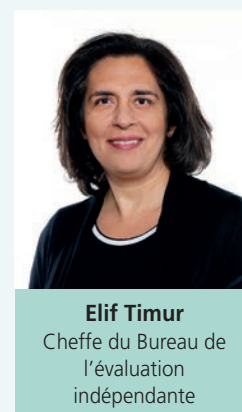
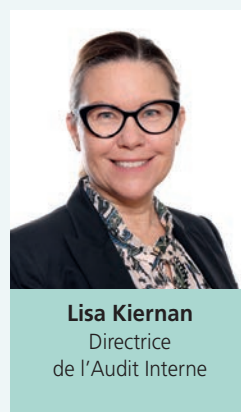
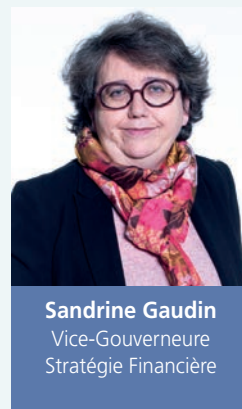
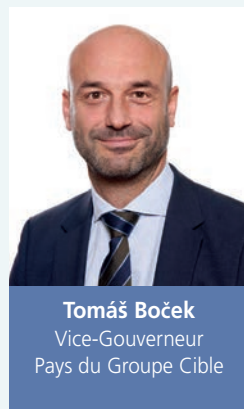
Secrétaire exécutif des organes : **Sixto Molina**

Pour plus de détails, consulter

<https://coebank.org/fr/about/structure-management/>

## Organigramme

En vigueur le 1 mars 2026







Les représentants des pays membres de la CEB à la Réunion Commune au Monténégro, en juin 2025.

## Réunion Commune de la CEB 2025

**L'éducation était le thème central de la 58<sup>e</sup> Réunion Commune annuelle de la CEB, qui s'est tenue à Budva, au Monténégro, les 4 et 5 avril 2025.**

La Réunion Commune annuelle de la CEB rassemble le Conseil de direction, le Conseil d'administration, le Gouverneur et le Management de la CEB pour discuter des priorités opérationnelles de la Banque. Organisée pour la première fois au Monténégro, avec le soutien du ministère des Finances et du ministère des Affaires étrangères du Monténégro, la Réunion Commune 2025 a été l'occasion pour le pays de réaffirmer son engagement en faveur du développement social et du renforcement de son partenariat avec la Banque.

Ouvrant la Réunion Commune, le ministre des Finances du Monténégro, Novica Vuković, a déclaré : "Je tiens à exprimer ma sincère gratitude à la CEB pour son soutien constant et ce partenariat solide. Je suis convaincu que nous continuerons à travailler ensemble sur des projets qui ont un impact durable et positif sur notre société."

Dans son discours d'ouverture, le Gouverneur Carlo Monticelli a souligné que "le Monténégro est un pays candidat à l'adhésion à l'UE, qui va de l'avant et adhère aux idéaux que nous recherchons tous, à savoir une société inclusive, innovante et prospère. La CEB est fière de soutenir ce processus en finançant des projets de développement social dans des domaines essentiels, notamment l'éducation."

La Réunion Commune s'est concentrée sur l'approche de la CEB en matière de soutien au secteur de l'éducation dans ses pays membres, avec une discussion sur l'importance de garantir des investissements dans ce secteur essentiel. Le

sous-investissement dans l'éducation à travers l'Europe menace la cohésion sociale en limitant la mobilité sociale, en aggravant les inégalités et en réduisant les possibilités de croissance économique. La ministre de l'Éducation, des Sciences et de l'Innovation du Monténégro, Andjela Jakšić-Stojanović, y a participé en tant qu'invitée.

Au fil des ans, la CEB a été un partenaire clé dans le renforcement du secteur de l'éducation au Monténégro, avec 20 millions d'euros de prêts et des initiatives visant à améliorer l'accès à des établissements préscolaires de qualité grâce à la construction de quatre nouvelles écoles maternelles à Bar, Berane, Podgorica et Ulcinj. Cette initiative s'appuie sur un projet précédent qui a permis de construire cinq nouvelles écoles maternelles et de rénover 28 établissements préscolaires entre 2015 et 2021, améliorant ainsi les infrastructures du pays dans ce secteur.

Dans le cadre de la Réunion Commune, les représentants de la CEB ont visité la maternelle Dragan Radulović à Podgorica, l'un des établissements soutenus par la CEB, afin de constater par eux-mêmes l'impact de ce projet d'investissement dans l'éducation préscolaire.

La Réunion Commune a été précédée par la remise du Prix CEB 2025 pour la cohésion sociale, le 3 avril, qui a été retransmise en direct sur la [page LinkedIn de la CEB](#). (Voir la section suivante).

Pour consulter les déclarations et obtenir plus de détails sur le programme de la Réunion, voir <https://coebank.org/fr/evenements/reunions-communes-de-la-ceb/58eme-reunion-commune-budva/>

## Intégrité et conformité

Le Bureau de la Directrice du Contrôle de la conformité (Bureau de la Conformité, ou BDCC) est chargé de promouvoir les normes les plus élevées d'intégrité et de transparence dans la conduite des opérations de la Banque, conformément aux lois, règlements, codes de conduite et normes internationales de bonnes pratiques. Occupant un rôle consultatif important au niveau interne, le BDCC enquête sur les allégations de fraude et de corruption dans les projets de la Banque, ainsi que sur tout manquement aux règles et normes de comportement éthique de la CEB.

En 2025, plus de 450 contreparties ont été adressées au BDCC pour recueillir des conseils et faire l'objet d'évaluations des risques de conformité. Le BDCC a également veillé au respect par la CEB des normes et réglementations relatives aux marchés financiers, et a participé aux exercices de *due diligence* (diligence raisonnable) pour les émissions obligataires mondiales de la Banque.

Le BDCC supervise les enquêtes concernant des cas de non-conformité dans les projets ou des fautes professionnelles du personnel, et a mis en place en 2025 une procédure interne de traitement des plaintes.

Aucun incident majeur lié à la cybersécurité n'a été signalé en 2025, du fait d'une gestion rigoureuse et proactive de la sécurité informatique et de la protection des données. De plus, la Banque n'a pas davantage été confrontée à des violations majeures de données. Elle a appliqué des analyses d'impact relatives à la protection des données à tous les nouveaux systèmes.

Le Bureau de la Conformité a continué à dispenser aux agents de la CEB des formations obligatoires et facultatives sur l'intégrité, la lutte contre la corruption et la conformité, notamment à l'intention de son réseau interne de Responsable de Liaison Conformité, et a approuvé les "normes éthiques" publiées par le Réseau Déontologie des organisations multilatérales (ENMO).

## Audit interne

Le Bureau de l'Audit interne fait partie intégrante du système de contrôle interne de la CEB. Il fournit au Gouverneur des conseils indépendants et objectifs, destinés à améliorer les opérations de la Banque. En tant que "troisième ligne de défense", l'Audit Interne évalue systématiquement les processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance, tout en restant impartial et en

s'abstenant de toute activité opérationnelle. Il fonctionne conformément à une [Charte d'audit interne](#) et respecte les normes obligatoires du Cadre de référence international des pratiques professionnelles de l'Institut des auditeurs internes (voir [www.theiia.org](http://www.theiia.org)).

## Bureau de l'évaluation indépendante

Le Bureau de l'évaluation indépendante (IEV) contribue à l'apprentissage institutionnel et à la redevabilité de la CEB en réalisant des évaluations de certaines opérations, notamment pour déterminer si elles ont atteint les résultats escomptés en matière de développement social. Ces évaluations visent à mettre en évidence les domaines à améliorer, ainsi qu'à formuler des recommandations sur des questions pertinentes pour la mission, les objectifs et l'impact de la CEB.

En 2025, la [Politique d'évaluation](#) de la CEB a été approuvée par son Conseil d'administration. Conformément aux normes de bonnes pratiques des banques multilatérales de développement, cette politique définit les rôles et responsabilités institutionnels en matière d'évaluation. Elle établit une distinction entre l'auto-évaluation réalisée par le personnel opérationnel et l'évaluation indépendante effectuée par l'IEV.

En 2025, le programme d'évaluations d'IEV s'est concentré sur le financement par la CEB des infrastructures sociales par la CEB, qui repose sur les finances publiques et constitue un élément central des activités de prêt de la Banque. Les infrastructures sociales jouent un rôle essentiel dans la promotion de l'égalité des chances et le renforcement de la cohésion sociale. Le programme d'évaluation en cours examinera un large éventail de projets d'infrastructures sociales financés par la CEB dans les domaines de l'éducation, de la santé et des transports publics pour la mobilité urbaine. L'objectif est d'évaluer la contribution et la valeur ajoutée de la Banque à l'aune de sa mission, qui consiste à promouvoir le développement et la cohésion sociale dans ses pays membres.

## Durabilité

La durabilité est au cœur du mandat social de la CEB. Elle guide les activités de financement de la Banque ainsi que son fonctionnement interne, ce que reflètent ses solides notations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG).

En 2025, durant sa présidence du Groupe des dirigeants des banques multilatérales de développement (BMD), la CEB a fait de l'investissement dans les infrastructures

sociales une priorité du programme des BMD, soulignant son importance pour le développement durable. Elle a plaidé en faveur d'une transition juste lors de la conférence des Nations Unies sur le climat (COP30) à Belém, et a organisé un séminaire de haut niveau sur la promesse sociale de l'action climatique pour marquer le dixième anniversaire de l'Accord de Paris. La Banque a également rejoint le Comité exécutif des Principes pour une finance durable élaborés par l'Association internationale des marchés de capitaux (ICMA), et a consolidé son leadership parmi les BMD sur le marché des obligations sociales avec un niveau record d'émission de ses d'obligations d'inclusion sociale, la marque de fabrique de la CEB.

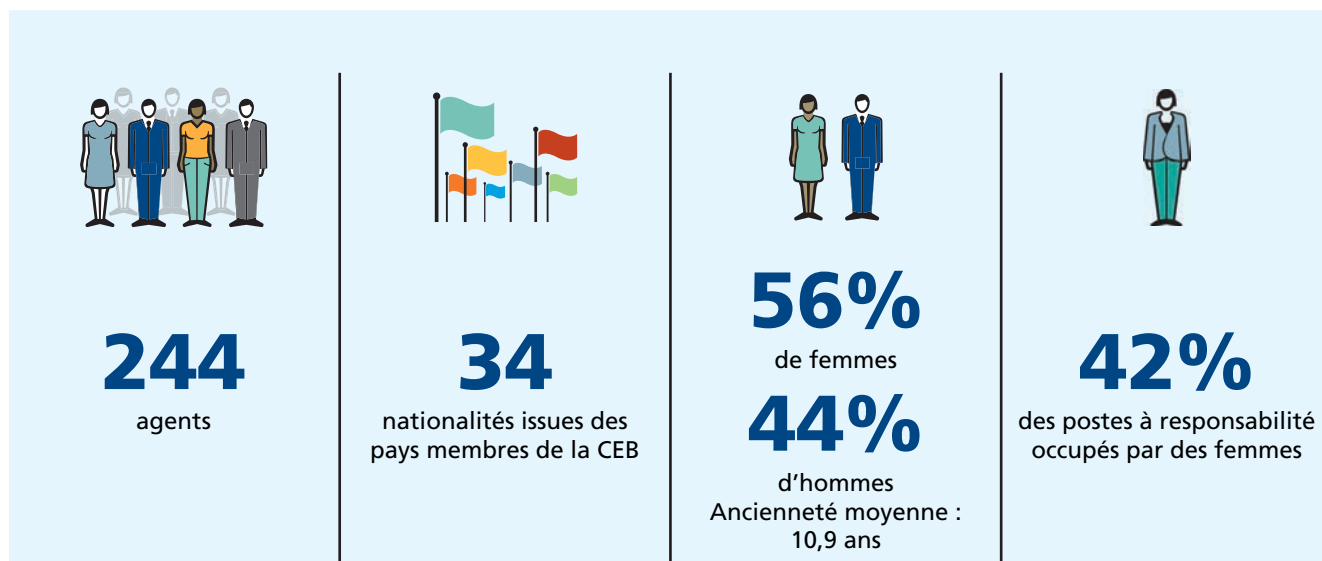
La CEB a appliqué un prisme de vulnérabilité lors de l'approbation des prêts-projets et des dons destinés à promouvoir l'inclusion sociale, et veillé à leur alignement avec les objectifs de l'Accord de Paris, tout en identifiant, dans la mesure du possible, des co-bénéfices climatiques. En 2025, la Banque a actualisé sa Déclaration environnementale, adopté une nouvelle Politique d'évaluation et enregistré de nouveaux progrès dans la mise en œuvre de passations de marchés durables.

Pour plus d'informations, consulter le Rapport sur la durabilité : <https://coebank.org/fr/about/durabilite/>



La CEB célèbre son 70e anniversaire en 2026

# Ressources humaines



## Personnel

À la fin de l'année 2025, la CEB employait 244 personnes représentant 34 nationalités. Les femmes comptaient pour 56% de l'effectif, et leur représentation aux postes à responsabilité (grades A4 et supérieurs) s'est maintenue à 42%, dépassant l'objectif fixé dans le Cadre Stratégique 2023-2027 de la Banque. Les effectifs sont restés stables, avec une ancienneté moyenne de 10,9 ans, tandis que le renouvellement progressif s'est poursuivi grâce à un recrutement ciblé, favorisant à la fois la continuité de l'expertise et l'intégration de nouvelles compétences.

## Attirer et retenir des talents diversifiés

Conformément à l'évolution des priorités opérationnelles, 27 personnes hautement qualifiées de 13 nationalités différentes ont été recrutées en 2025. Ces recrutements externes couvrent un large éventail de fonctions opérationnelles, techniques et institutionnelles, renforçant ainsi la capacité de la Banque à répondre à la complexité croissante de la mise en œuvre des projets, de la transformation numérique et du contrôle interne. Parmi ces nouvelles recrues, 41% étaient des femmes contre 59% d'hommes. Les processus de recrutement ont continué à mettre l'accent sur l'ouverture et la diversité, notamment en renforçant la présence des pays membres sous-représentés. Au-delà du recrutement, la Banque est restée attentive à la fidélisation et au renouvellement de son personnel, en maintenant le taux de rotation dans la fourchette cible (5,9%) et en utilisant progressivement les départs, à la retraite ou volontaires, pour rééquilibrer les compétences le cas échéant.

## Investir dans le développement professionnel et les compétences

En 2025, la CEB a continué à renforcer les compétences de son personnel afin de faire face à la complexité croissante de ses opérations et à la mise en œuvre de son Cadre Stratégique. Plus de la moitié du personnel (56%) a participé à au moins une activité formelle de formation, en plus d'un apprentissage pratique significatif.

La participation à des formations techniques a continué de progresser, représentant 36% de l'ensemble des activités de formation (contre 25% en 2024 et 20% en 2023). Cette tendance traduit une volonté délibérée de renforcer les compétences spécialisées dans toutes les fonctions, des domaines essentiels à l'exécution des opérations à la gestion des risques, à la gouvernance et au changement. En 2025, les ressources humaines ont posé les bases d'un écosystème d'apprentissage plus intégré et numérique, qui vise à renforcer le développement des compétences dans toutes les familles d'emplois et à soutenir les besoins à long terme de la Banque en matière de capacités.

## Renforcer la diversité et l'inclusion

La CEB a conservé sa certification EDGE Move, deuxième niveau de la norme mondiale en matière d'égalité des genres sur le lieu de travail. En 2025, les efforts se sont concentrés sur la préparation de l'évaluation de renouvellement de la certification prévu début 2026, notamment la consolidation des données, les examens internes et l'implication du personnel. L'équité salariale a été contrôlée à l'aide de la méthodologie EDGE, et les



analyses pour 2024 et 2025 ont confirmé l'absence d'écart salarial entre les femmes et les hommes.

Les considérations relatives à la diversité et à l'inclusion font toujours partie intégrante des processus de recrutement, de gestion des performances et de développement, et sont soutenues par des initiatives de sensibilisation et de formation ciblées, en particulier pour les cadres.

### **Modernisation des processus RH et des méthodes de travail**

Le déploiement du système intégré de planification des ressources d'entreprise (ERP) de la Banque a marqué une

étape importante dans la modernisation des processus RH, grâce au renforcement de la qualité des données, à la rationalisation des processus et à l'amélioration de l'expérience du personnel. De nouveaux outils numériques ainsi que des fonctionnalités en libre-service élargies ont permis de renforcer l'efficacité et la transparence. Les modalités de travail hybrides, combinant télétravail et présence au bureau, sont restées fermement ancrées, favorisant la flexibilité, l'inclusion et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Pour en savoir plus sur les opportunités de carrière à la CEB, veuillez consulter le site <https://coebank.org/fr/job-section/>



Le personnel de la CEB lors de la visite du musée de l'histoire et de l'immigration pour la journée annuelle de la CEB à Paris.

# Le projet de Türkiye pour la gestion des catastrophes remporte le Prix CEB pour la cohésion sociale

Ce projet novateur en matière de résilience aux catastrophes, Digital Twin, originaire de Türkiye, a remporté la sixième édition du Prix CEB pour la cohésion sociale 2025 pour son approche innovante en matière de préparation aux catastrophes.



La lauréate Elif Gökçe Kiyak, représentante de Smart City (au centre), reçoit le Prix CEB des mains du Président du Jury de la CEB, Gianluca Esposito (à gauche), et du Gouverneur Monticelli (à droite).

Le prix de 45 000 euros a été décerné à Digital Twin pour son impact transformateur sur la planification des secours en cas de catastrophe à Istanbul. Dans une région très vulnérable aux tremblements de terre et aux inondations, ce projet améliore la prévision, la réponse et la résilience aux catastrophes en créant une réplique virtuelle d'Istanbul, alimentée par des données en temps réel, l'intelligence artificielle (IA) et des capteurs connectés IoT (Internet des objets). Grâce à son infrastructure durable et évolutive, Digital Twin sert de modèle pour la préparation aux catastrophes et l'intégration des villes intelligentes, offrant des solutions reproductibles qui pourraient profiter à d'autres villes en Europe.

"Ce prix prestigieux met en lumière l'engagement d'Istanbul en faveur de la résilience urbaine et de la préparation aux catastrophes, et constitue un exemple pour les villes du monde entier. Le projet vise à fournir une feuille de route mondiale pour la construction de villes plus résilientes et durables, en aidant les communautés à mieux se préparer, à réagir et à se relever après une catastrophe", a déclaré Elif

Gökçe Kiyak, représentante de Ville connectée, Municipalité métropolitaine d'Istanbul, lors de la cérémonie de remise du Prix CEB le 3 avril.

## Projets finalistes

Deux autres projets finalistes ont été récompensés lors de la cérémonie, d'un prix de 5 000 euros chacun. Sylni Together est une initiative ukrainienne qui fournit gratuitement des soins médicaux et une psychothérapie confidentiel aux victimes de violences sexuelles. Capacity, un projet de la Fondazione MeSSInA, offre aux personnes marginalisées des possibilités de logement, d'emploi et d'éducation à Messine, dans le sud de l'Italie, changeant ainsi la vie de plus de 200 familles.

## À propos du Prix

Lancé en 2020, le Prix CEB pour la cohésion sociale récompense des projets qui contribuent de manière significative à ce domaine. Un jury international sélectionne les lauréats sur la base de critères d'impact, de durabilité et d'innovation/reproductibilité. En 2025, le jury était présidé par Gianluca Esposito, Directeur général des Droits humains et de l'État de droit au Conseil de l'Europe, et comprenait : Ornella D'Amico, Secrétaire générale adjointe, Finance en Commun ; Guillaume Capelle, fondateur de SINGA et CALM ; Thomas Marois, maître de conférences en études du développement, Université SOAS de Londres ; Tomáš Boček, Vice-Gouverneur de la CEB pour les Pays du Groupe Cible.

Pour plus d'informations, consulter le site [award.coebank.org](https://award.coebank.org)

# Connaissances sociales et nouvelles publications



## Rapport comparatif 2025 sur les BMD

Publié en septembre, le tout premier *Rapport comparatif 2025 sur les banques multilatérales de développement* est une initiative conjointe des BMD répondant à l'appel du G20 en faveur d'une plus grande transparence et comparabilité des situations financières des BMD.

Il s'agit d'un outil précieux pour comprendre la solidité de la situation financière des BMD. Il couvre des indicateurs essentiels tels que la liquidité, les notations de crédit, l'effet de levier et la gestion des risques. Le rapport compile et présente, de manière standardisée, les données tirées des rapports financiers de chaque institution ainsi que les évaluations des principales agences de notation de crédit.

Le rapport offre une image claire de la manière dont les BMD, en tant que groupe, constituent une plateforme puissante pour amplifier l'impact du capital des actionnaires en faveur de la communauté mondiale, et occupent une position unique pour contribuer au programme de développement international. Le *Rapport comparatif 2025 sur les BMD* est publié par la CEB au nom du Forum mondial sur les risques et les finances (GRaFF), avec le soutien de la BERD qui assure un rôle de coordinateur.

Lire :

<https://coebank.org/en/news-and-publications/ceb-publications/mdbs-comparison-report-2025/>



## Financer le déficit en matière de soins : comment les BMD peuvent contribuer à transformer l'offre de soins aux personnes âgées

Le vieillissement rapide de la population en Europe entraîne une forte augmentation de la demande de services de soins aux personnes âgées. Cette tendance se traduit par un manque persistant de services, une pénurie de main-d'œuvre dans le secteur des soins et des contraintes budgétaires croissantes qui affectent l'offre. Il en résulte un déficit croissant en matière de soins.

"*Financing the care gap: How MDBs can help transform care for older persons*", un document de travail de la CEB qui décrit la manière dont les BMD peuvent contribuer à relever ces défis à travers trois axes principaux : un financement à long terme et abordable ; le regroupement de prêts afin de réunir des projets de moindre envergure et des prêts-cadres pour élargir l'accès au capital ; ainsi que l'assistance technique et le support sectoriel. Les BMD peuvent contribuer à garantir une offre de soins de qualité aux personnes âgées, accessibles et durables, malgré les pressions démographiques.

Lire :

<https://coebank.org/en/news-and-publications/ceb-publications/financing-the-care-gap-how-mdbs-can-help-transform-care-for-older-persons/>

Voir également "Accompagnement inclusif et durable des personnes âgées", une conférence organisée avec le Conseil de l'Europe le 9 décembre 2025.



## L'importance des infrastructures sociales

Le Rapport *"Social Infrastructure in Focus: The Role of Multilateral Development Banks"* (Les infrastructures sociales : le rôle des banques multilatérales de développement) souligne le rôle moteur que jouent les banques multilatérales de développement dans la promotion et le maintien des investissements dans les infrastructures sociales à travers le monde. Les infrastructures sociales (hôpitaux, écoles, logements, accès à l'eau et assainissement) sont essentielles au bien-être des populations et à la construction de sociétés prospères et résilientes, et jouent un rôle clé dans la réalisation des Objectifs de développement durable.

Ce nouveau rapport indique que les BMD ont alloué environ 22% de leurs engagements financiers totaux à ces secteurs sociaux en moyenne entre 2019 et 2023. Il illustre la contribution des BMD, à la fois individuellement, dans leurs pays et régions d'opération, et collectivement en tant que système.

Coordonné par la CEB pendant son mandat à la présidence du Groupe des Dirigeants des BMD et produit conjointement par dix BMD, ce rapport met en évidence plusieurs domaines dans lesquels les BMD jouent un rôle déterminant, notamment par leur collaboration avec les gouvernements et les acteurs locaux pour concevoir des environnements réglementaires propices à l'investissement, par la création de partenariats public-privé et par le cofinancement de projets.



Lire :

<https://coebank.org/en/news-and-publications/ceb-publications/social-infrastructure-in-focus-the-role-of-mdbs/>

## Politiques du logement pour la cohésion sociale

### "Logements sociaux et abordables en Europe : analyse des lacunes du marché"

Le logement social et abordable est essentiel pour promouvoir l'inclusion et la cohésion sociale. Cependant, les prix de location et d'achat des logements ont augmenté dans toute l'Europe. Les crédits immobiliers et les loyers représentent généralement la plus grande partie du budget d'un ménage, alors que disposer d'un logement stable et bien situé est essentiel pour le bien-être des personnes, ainsi que pour leur accès à l'emploi, à l'éducation et aux soins médicaux.

Le document de travail de la CEB *"Social and affordable housing in Europe : a market gap analysis"*, compare les différentes régions d'Europe, et présente des données et analyses sur les lacunes du marché afin d'éclairer les mesures politiques à prendre pour des structures de marché et de réglementation spécifiques.

Ce document de travail examine de manière critique l'impact des aides publiques, notamment pendant la pandémie de COVID-19, évalue les avantages et les inconvénients du contrôle des loyers dans différents contextes et fournit des exemples concrets tirés des projets de la CEB afin d'indiquer les moyens de soutenir les efforts européens pour réduire les inégalités en matière de logement et veiller à ce que personne ne soit laissé de côté.



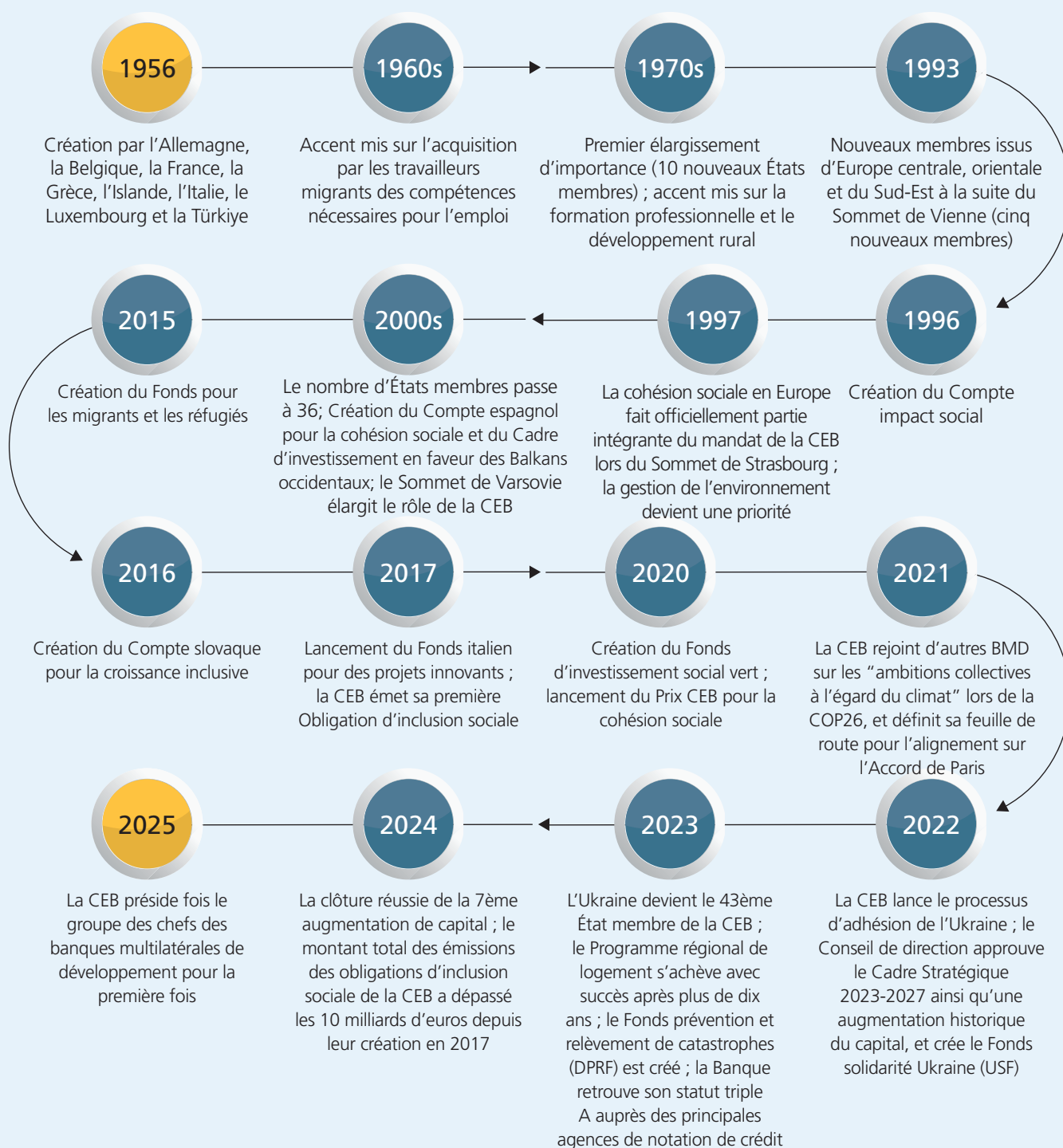
Lire :

<https://coebank.org/en/news-and-publications/ceb-publications/social-and-affordable-housing-in-europe/>



## La banque de développement social de choix pour l'Europe

Depuis les années 1950, la CEB aide ses pays membres à promouvoir des sociétés et des économies plus durables sur les plans social et environnemental, et à surmonter de nombreux défis. L'évolution de la CEB, à l'origine Fonds de réétablissement pour les réfugiés d'après-guerre créé par les membres du Conseil de l'Europe, et aujourd'hui banque multilatérale de développement à part entière, est intimement liée à celle de l'histoire de l'Europe elle-même, une histoire qui continue de s'écrire. Le soutien sans faille qu'elle procure à ses pays membres pour relever les défis et investir dans un avenir meilleur pour tous les citoyens fait de la CEB un pilier de la solidarité européenne et de la cohésion sociale.



En savoir plus: [coebank.org/fr/about/mission/](https://coebank.org/fr/about/mission/)

# Données clés : projets et prêts

## Projets approuvés en 2025 (par pays)

*En milliers d'euros*

| Pays                  | 2025             |               | 2024             |               | Total cumulé 2021-2025 |               |
|-----------------------|------------------|---------------|------------------|---------------|------------------------|---------------|
|                       | Montants         | %             | Montants         | %             | Montants               | %             |
| Albanie               | 10 000           | 0,22          |                  |               | 112 000                | 0,52          |
| Allemagne             | 350 000          | 7,82          | 100 000          | 2,20          | 1 399 700              | 6,50          |
| Andorre               |                  |               |                  |               | 8 000                  | 0,04          |
| Belgique              | 110 000          | 2,46          | 15 000           | 0,33          | 764 000                | 3,55          |
| Bosnie-Herzégovine    | 15 000           | 0,34          | 21 500           | 0,47          | 44 500                 | 0,21          |
| Bulgarie              |                  |               | 253 000          | 5,56          | 428 000                | 1,99          |
| Chypre                |                  |               | 72 000           | 1,58          | 185 500                | 0,86          |
| Croatie               |                  |               | 250 000          | 5,50          | 450 000                | 2,09          |
| Espagne               | 481 000          | 10,75         | 471 000          | 10,35         | 2 330 000              | 10,82         |
| Estonie               |                  |               | 60 000           | 1,32          | 80 000                 | 0,37          |
| Finlande              | 250 000          | 5,58          | 150 000          | 3,30          | 690 000                | 3,20          |
| France                | 857 000          | 19,14         | 290 000          | 6,38          | 2 092 000              | 9,72          |
| Georgie               | 8 000            | 0,18          |                  |               | 8 000                  | 0,04          |
| Grèce                 | 10 000           | 0,22          |                  |               | 92 000                 | 0,43          |
| Hongrie               | 50 000           | 1,12          | 200 000          | 4,40          | 552 000                | 2,56          |
| Irlande               |                  |               |                  |               | 220 000                | 1,02          |
| Islande               |                  |               | 325 000          | 7,14          | 345 000                | 1,60          |
| Italie                | 310 000          | 6,93          | 532 000          | 11,69         | 2 162 600              | 10,04         |
| Kosovo                | 20 500           | 0,46          |                  |               | 70 500                 | 0,33          |
| Lettonie              |                  |               | 40 000           | 0,88          | 55 000                 | 0,26          |
| Lituanie              | 130 000          | 2,90          | 107 500          | 2,36          | 618 300                | 2,87          |
| Luxembourg            | 5 000            | 0,11          |                  |               | 8 000                  | 0,04          |
| Macédoine du Nord     | 20 000           | 0,45          |                  |               | 88 000                 | 0,41          |
| Malte                 |                  |               |                  |               | 7 000                  | 0,03          |
| République de Moldova | 38 000           | 0,85          |                  |               | 144 000                | 0,67          |
| Monténégro            | 93 000           | 2,08          |                  |               | 153 000                | 0,71          |
| Pays-Bas              | 150 000          | 3,35          |                  |               | 540 000                | 2,51          |
| Pologne               | 375 000          | 8,38          | 365 000          | 8,02          | 2 105 556              | 9,78          |
| Portugal              |                  |               |                  |               | 188 700                | 0,88          |
| Roumanie              | 284 000          | 6,34          | 293 000          | 6,44          | 994 920                | 4,62          |
| République slovaque   | 30 000           | 0,67          | 70 000           | 1,54          | 710 000                | 3,30          |
| République tchèque    | 150 000          | 3,35          |                  |               | 674 000                | 3,13          |
| Serbie                | 250 000          | 5,58          | 31 000           | 0,68          | 826 000                | 3,84          |
| Slovénie              | 50 000           | 1,12          | 20 000           | 0,44          | 190 000                | 0,88          |
| Suède                 |                  |               |                  |               | 182 200                | 0,85          |
| Türkiye               | 280 000          | 6,25          | 580 000          | 12,75         | 1 460 000              | 6,78          |
| Ukraine               | 150 000          | 3,35          | 303 000          | 6,66          | 553 000                | 2,57          |
| <b>TOTAL</b>          | <b>4 476 500</b> | <b>100,00</b> | <b>4 549 000</b> | <b>100,00</b> | <b>21 531 475</b>      | <b>100,00</b> |

## Prêts décaissés en 2025 (par pays)

En milliers d'euros

| Pays                  | 2025             |               | 2024             |               | Total cumulé 2021-2025 |               |
|-----------------------|------------------|---------------|------------------|---------------|------------------------|---------------|
|                       | Montants         | %             | Montants         | %             | Montants               | %             |
| Albanie               | 2 500            | 0,07          |                  |               | 72 980                 | 0,40          |
| Allemagne             | 355 000          | 10,34         | 349 000          | 9,81          | 1 450 950              | 7,95          |
| Andorre               |                  |               |                  |               | 7 600                  | 0,04          |
| Belgique              | 326 000          | 9,50          |                  |               | 585 000                | 3,21          |
| Bosnie-Herzégovine    | 11 500           | 0,33          | 4 000            | 0,11          | 49 753                 | 0,27          |
| Bulgarie              | 101 000          | 2,94          | 53 000           | 1,49          | 154 000                | 0,84          |
| Chypre                | 35 600           | 1,04          | 36 750           | 1,03          | 122 149                | 0,67          |
| Croatie               |                  |               | 140 000          | 3,94          | 503 080                | 2,76          |
| Espagne               | 269 700          | 7,86          | 300 000          | 8,44          | 2 181 486              | 11,95         |
| Estonie               |                  |               | 20 000           | 0,56          | 220 000                | 1,21          |
| Finlande              | 35 000           | 1,02          | 190 000          | 5,34          | 480 300                | 2,63          |
| France                | 228 500          | 6,66          | 208 830          | 5,87          | 1 406 948              | 7,71          |
| Géorgie               | 3 964            | 0,12          |                  |               | 30 272                 | 0,17          |
| Grèce                 |                  |               |                  |               | 62 000                 | 0,34          |
| Hongrie               | 125 000          | 3,64          | 75 000           | 2,11          | 541 497                | 2,97          |
| Irlande               | 55 500           | 1,62          | 50 000           | 1,41          | 300 564                | 1,65          |
| Islande               | 56 500           | 1,65          | 16 000           | 0,45          | 84 500                 | 0,46          |
| Italie                | 155 371          | 4,53          | 588 533          | 16,55         | 1 710 742              | 9,37          |
| Kosovo                |                  |               |                  |               | 28 041                 | 0,15          |
| Lettonie              | 20 500           | 0,60          | 1 000            | 0,03          | 27 900                 | 0,15          |
| Lituanie              | 36 000           | 1,05          | 125 913          | 3,54          | 792 500                | 4,34          |
| Luxembourg            | 400              | 0,01          | 1 500            | 0,04          | 3 000                  | 0,02          |
| Macédoine du Nord     | 5 900            | 0,17          | 400              | 0,01          | 23 016                 | 0,13          |
| Malte                 |                  |               |                  |               | 29 000                 | 0,16          |
| République de Moldova | 848              | 0,02          | 281              | 0,01          | 54 840                 | 0,30          |
| Monténégro            | 8 500            | 0,25          |                  |               | 59 536                 | 0,33          |
| Pays-Bas              |                  |               | 150 000          | 4,22          | 425 083                | 2,33          |
| Pologne               | 450 118          | 13,11         | 423 013          | 11,90         | 2 382 826              | 13,05         |
| Portugal              | 1 000            | 0,03          | 6 000            | 0,17          | 61 700                 | 0,34          |
| République slovaque   | 242 000          | 7,05          | 28 700           | 0,81          | 507 500                | 2,78          |
| République tchèque    | 42 164           | 1,23          | 111 884          | 3,15          | 508 601                | 2,79          |
| Roumanie              | 147 392          | 4,29          | 141 380          | 3,98          | 518 000                | 2,84          |
| Saint-Marin           |                  |               |                  |               | 3 000                  | 0,02          |
| Serbie                | 136 800          | 3,99          | 215 000          | 6,05          | 925 989                | 5,07          |
| Slovénie              | 10 000           | 0,29          | 10 000           | 0,28          | 140 000                | 0,77          |
| Suède                 | 22 715           | 0,66          | 46 901           | 1,32          | 413 122                | 2,26          |
| Türkiye               | 203 000          | 5,91          | 147 000          | 4,13          | 925 000                | 5,07          |
| Ukraine               | 344 371          | 10,03         | 115 801          | 3,26          | 460 172                | 2,52          |
| <b>TOTAL</b>          | <b>3 432 844</b> | <b>100,00</b> | <b>3 555 885</b> | <b>100,00</b> | <b>18 252 648</b>      | <b>100,00</b> |

# Aperçus

## Projets approuvés par contrepartie en 2025

| Pays               | Montant du prêt CEB (en euros) | Emprunteur                                              | Objectifs du projet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|--------------------|--------------------------------|---------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Albanie            | 10 000 000                     | FED Invest SCA                                          | Soutenir la création d'emplois et renforcer la cohésion sociale, en particulier dans les zones rurales d'Albanie, en facilitant l'accès aux ressources financières pour les microentreprises et les particuliers qui n'ont pas ou peu accès au système bancaire traditionnel.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : microentrepreneurs, notamment les femmes et les petits agriculteurs. |
| Allemagne          | 100 000 000                    | Gewobag Wohnungsbau Aktiengesellschaft Berlin (Gewobag) | Prêt supplémentaire portant le total à 200 millions d'euros, pour soutenir la construction de 304 logements locatifs, la modernisation de 1 575 logements et la modernisation de 37 locaux commerciaux à Berlin.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : ménages à faibles revenus et populations vulnérables ayant besoin de logements sociaux et abordables.                             |
| Allemagne          | 125 000 000                    | NRW.Bank                                                | Prêt supplémentaire, portant le montant total du prêt à 325 millions d'euros, pour contribuer au financement de l'acquisition, de la construction et de la modernisation de logements dans le cadre du programme d'hébergement des réfugiés.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : réfugiés, notamment ceux directement touchés par l'agression de la Russie contre l'Ukraine.           |
| Allemagne          | 125 000 000                    | Ville de Leipzig (Stadt Leipzig)                        | Financer la construction et la modernisation d'infrastructures éducatives, notamment d'écoles et d'installations sportives, ainsi que de logements pour les réfugiés et les personnes sans abri entre 2024 et 2028. <a href="#">*</a><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : plus de 8 400 élèves et membres du personnel scolaire, et environ 900 réfugiés et sans-abri.                 |
| Belgique           | 10 000 000                     | Microstart S.C.R.L. FS                                  | Faciliter l'accès au microfinancement des personnes vulnérables, en favorisant le développement des entreprises, la création d'emplois, le travail indépendant et la participation au marché du travail. <a href="#">IEU</a><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : microentrepreneurs, notamment les migrants, les femmes, les chômeurs et les jeunes.                                   |
| Belgique           | 100 000 000                    | Société wallonne du crédit social (SWCS)                | Faciliter l'accès à la propriété immobilière et au financement pour l'amélioration de l'efficacité énergétique des logements des ménages vulnérables à faibles revenus.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : familles monoparentales, migrants et jeunes ayant jusqu'à deux personnes à charge, qui ne sont pas propriétaires d'un logement décent.                                     |
| Bosnie-Herzégovine | 5 000 000                      | MI-BOSPO Microcredit                                    | Financer les investissements productifs, les besoins en fonds de roulement et travaux d'amélioration de l'habitat des microentreprises et des ménages privés, ainsi que soutenir l'emploi.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : ménages à faibles revenus et vulnérables, notamment les femmes et les petits agriculteurs.                                                              |
| Bosnie-Herzégovine | 10 000 000                     | MKD "Mikrofin" d.o.o. Banja Luka                        | Soutenir les prêts aux microentreprises commerciales et agricoles pour leurs besoins en investissements productifs et en fonds de roulement.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : zones rurales, femmes entrepreneurs.                                                                                                                                                                  |



| Pays     | Montant du prêt CEB (en euros) | Emprunteur                                                                               | Objectifs du projet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Espagne  | 26 000 000                     | Empresa Municipal del Suelo y la Vivienda de Getafe (EMSV Getafe)                        | Soutenir l'offre de logements locatifs abordables, accessibles et durables à Getafe. <a href="#">*</a> Garantie IEU<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : personnes âgées, jeunes familles et familles monoparentales, ainsi que les personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite et les personnes économiquement défavorisées.                                                                                                                                                                                         |
| Espagne  | 15 000 000                     | Fundació Privada de l'Hospital de la Santa Creu i Sant Pau                               | Soutenir les investissements liés à la réhabilitation et à l'équipement de deux installations du complexe hospitalier de Sant Pau : les anciennes cuisines et le couvent, tous deux classés au patrimoine mondial de l'UNESCO, pour des programmes de formation et d'insertion dans le domaine des services de santé. <a href="#">*</a> Garantie IEU<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : étudiants en soins de santé, personnes sans emploi, jeunes n'ayant pas terminé leurs études secondaires, professionnels en reconversion. |
| Espagne  | 250 000 000                    | Generalitat Valenciana                                                                   | Financer partiellement des mesures de soutien (transferts en espèces, par ex.) aux familles et aux entreprises gravement touchées par les inondations, notamment celles qui ont perdu leur logement, et prévenir les difficultés économiques à long terme. <a href="#">*</a><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : 2,6 millions d'habitants de la province de Valence, dont environ 800 000 habitants des zones touchées par les inondations.                                                                                       |
| Espagne  | 50 000 000                     | Institut Català de Finances                                                              | Soutenir les petites municipalités, les organisations à but non lucratif et les entités privées pour la construction et/ou la modernisation de leurs infrastructures sociales, avec environ 90 sous-projets.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : habitants de Catalogne, en particulier les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et leurs familles, ainsi que d'autres personnes vulnérables.                                                                                                                  |
| Espagne  | 100 000 000                    | Nuevo MicroBank S.A.U. (MicroBank)                                                       | Porter le montant total du prêt à 200 millions d'euros afin de soutenir la création d'emplois et de renforcer la cohésion sociale en facilitant l'accès aux ressources financières pour les microentreprises et les personnes vulnérables ayant peu ou pas d'accès aux services bancaires traditionnels.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : femmes entrepreneurs, migrants et familles vulnérables, travailleurs indépendants et microentreprises.                                                                               |
| Espagne  | 40 000 000                     | Sociedad Pública de Infraestructuras y Medio Ambiente de Castilla y León, S.A. (SOMACYL) | Prêt supplémentaire, portant le total à 90 millions d'euros, pour contribuer au financement de la construction de 118 stations d'épuration des eaux usées dans la région de Castille-et-León. <a href="#">*</a><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : habitants et visiteurs de la région de Castille-et-León, qui bénéficieront d'une amélioration de l'assainissement de l'eau.                                                                                                                                                   |
| Finlande | 150 000 000                    | Hôpital commun de Laakso (Kiinteistöosak eyhtiö Laakson yhteissairaala, "LYS")           | Demande supplémentaire, portant le montant total du prêt à 300 millions d'euros, afin de contribuer au financement de la deuxième phase du projet de rénovation de l'hôpital Laakso, axée sur l'hôpital principal, les tunnels et l'unité psychiatrique médico-légale.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : patients et professionnels de santé de la région métropolitaine d'Helsinki et au-delà.                                                                                                                                 |

| Pays                                      | Montant du prêt CEB (en euros) | Emprunteur                         | Objectifs du projet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Finlande                                  | 100 000 000                    | Ville de Vantaa                    | Soutenir les investissements éligibles dans les divers quartiers culturels de Vantaa, notamment la construction et la rénovation d'écoles (55% des investissements) et de crèches (45%). <a href="#">*</a><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : enfants fréquentant les crèches et les écoles, ainsi que leurs enseignants, en mettant l'accent sur les familles immigrées et les zones défavorisées.                                                                                                                                                                                                                                                           |
| France                                    | 200 000 000                    | Caisse des Dépôts et Consignations | Soutenir la construction, la rénovation, la transformation et l'adaptation de logements et de structures d'accueil pour les populations vulnérables.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : personnes âgées, personnes en situation de handicap, demandeurs d'asile, jeunes placés, étudiants.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| France                                    | 150 000 000                    | Département de la Haute-Savoie     | Soutenir la modernisation et la rénovation d'établissements d'enseignement secondaire dans le cadre du Plan Collèges 2021-2035. <a href="#">*</a><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : élèves du secondaire (notamment en situation de handicap), personnel enseignant et administratif, personnel d'entretien et de restauration.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| France                                    | 107 000 000                    | Métropole Européenne de Lille      | Moderniser les capacités de traitement des eaux usées et des eaux pluviales de la station de Wattrelos, afin d'améliorer son efficacité, ses performances environnementales et sa résilience climatique.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : habitants de la métropole lilloise, dont environ 275 000 résidents directement desservis par la station de Wattrelos.                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| France                                    | 150 000 000                    | Nantes Métropole                   | Prêt supplémentaire, portant le montant total à 300 millions d'euros, pour financer l'acquisition de nouveaux équipements de mobilité, la création de nouvelles lignes de transport, la rénovation de deux lignes existantes, ainsi que la création et le développement de nouvelles infrastructures essentielles du réseau. <a href="#">*</a><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : habitants de Nantes et autres usagers des transports.                                                                                                                                                                                                                       |
| France<br>Prêt intermédié pour la Pologne | 250 000 000                    | Crédit Agricole S.A.               | Prêt transférable à la filiale du Crédit Agricole Europejski Fundusz Leasingowy (EFL) en Pologne, afin de soutenir les prêts de faible montant destinés aux investissements de TPE-PME dans les machines et équipements, les véhicules, ainsi que le matériel informatique et de bureau dans des secteurs comme la construction, l'industrie et la fabrication, le commerce de gros et de détail, et l'agriculture.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : TPE-PME polonaises, notamment les entreprises détenues par des femmes (30% du montant du prêt) et les TPE-PME opérant dans les régions polonaises en retard de développement (30% du montant du prêt). |
| Géorgie                                   | 8 000 000                      | JSC Microbank Crystal              | Faciliter l'accès au microfinancement pour les particuliers et les investissements des micro et petites entreprises, notamment dans le secteur agricole, tout en renforçant l'emploi.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : microentreprises, notamment les femmes entrepreneurs et les petits agriculteurs.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

| Pays     | Montant du prêt CEB (en euros) | Emprunteur                                 | Objectifs du projet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|----------|--------------------------------|--------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Grèce    | 10 000 000                     | Banque coopérative de Karditsa             | Faciliter l'accès aux ressources financières pour les petites entreprises, les coopératives et les entreprises sociales qui favorisent l'emploi et le travail indépendant, ainsi que la cohésion sociale dans la région de Thessalie et ses environs. <a href="#">IEU</a><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : microentreprises et microentrepreneurs, notamment les femmes et les petits exploitants agricoles.                                                                                                                        |
| Hongrie  | 50 000 000                     | Banque hongroise de développement (MFB)    | Cofinancer le programme de prêts étudiants proposé par l'organisation hongroise à but non lucratif Student Loan Centre (DHK).<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : étudiants de l'enseignement supérieur issus de zones rurales et vulnérables, notamment les femmes.                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Italie   | 60 000 000                     | Gouvernement                               | Soutenir la réponse gouvernementale au tremblement de terre de 2017 et au glissement de terrain de 2022 à Ischia : reconstruction ou relocalisation des bâtiments endommagés ; interventions structurelles pour atténuer les risques hydrogéologiques dans les municipalités de l'île. <a href="#">*</a><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : 62 300 habitants d'Ischia, en particulier les résidents de Casamicciola et Lacco Ameno.                                                                                                   |
| Italie   | 250 000 000                    | Intesa Sanpaolo S.p.A.                     | Prêt-programme destiné à aider les entités de l'économie sociale à financer des investissements en capital dans des secteurs tels que la santé, l'éducation, les services sociaux et le sport, afin de renforcer l'inclusion sociale, le développement des collectivités, la résilience économique et le développement durable.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : environ 1 000 organisations à but non lucratif à travers l'Italie.                                                                                                 |
| Kosovo   | 20 500 000                     | Gouvernement                               | Améliorer la qualité et l'accès à des services de santé modernes dans tout le pays, grâce à des investissements liés à l'achat d'équipements de diagnostic et de traitement, ainsi qu'à l'adaptation et à la mise en place d'infrastructures dans six hôpitaux publics à Gjakova, Gjilan, Mitrovica, Peja, Pristina et Prizren.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : patients dans l'ensemble du Kosovo, en particulier les personnes vulnérables qui dépendent des soins médicaux publics, ainsi que le personnel de santé.            |
| Lituanie | 15 000 000                     | Coopérative de crédit centrale de Lituanie | Élargir l'offre de microfinance de l'emprunteur et renforcer sa liquidité et sa transformation des échéances tout en soutenant les microentrepreneurs et les microentreprises qui restent mal desservis par les banques commerciales, et en favorisant l'emploi, l'inclusion et la cohésion régionale dans toute la Lituanie. <a href="#">IEU</a><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : microentrepreneurs et microentreprises en Lituanie, notamment les petits agriculteurs et les femmes entrepreneurs.                               |
| Lituanie | 50 000 000                     | Municipalité de Kaunas                     | Cofinancer des investissements dans le développement durable et les cadres de vie, les services éducatifs et sportifs, ainsi que la culture et le tourisme. <a href="#">*</a><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : plus de 300 000 habitants de la municipalité de Kaunas et environ 630 000 habitants du comté de Kaunas, notamment les personnes à faibles revenus, les groupes socialement exclus, les habitants des zones périphériques et défavorisées, les personnes âgées, les jeunes et les personnes en situation de handicap. |

| Pays                                                                                             | Montant du prêt CEB<br>(en euros) | Emprunteur                                                                 | Objectifs du projet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Lituanie                                                                                         | 10 000 000                        | Noviti UAB                                                                 | Cofinancer les besoins en fonds de roulement et les équipements productifs (machines et équipements, matériel informatique et de bureau, dispositifs de mobilité, etc.) dans des secteurs comme la construction, le commerce de gros et de détail, la logistique et la fabrication. <a href="#">IEU</a><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : microentrepreneurs et microentreprises en Lituanie.                                                                                                                                                 |
| Lituanie                                                                                         | 55 000 000                        | UAB Vilniaus viešasis transportas (Société de transport public de Vilnius) | Cofinancer un programme d'investissement majeur axé sur la décarbonisation et la modernisation du parc et des infrastructures de transport public de la capitale.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : plus de 872 000 habitants de la région métropolitaine de Vilnius, notamment les groupes à faibles revenus, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les populations dépendantes des transports publics. <a href="#">*</a>                                                                                           |
| Luxembourg<br>Prêt intermédié pour l'Albanie, le Kosovo, la République de Moldova et la Roumanie | 5 000 000                         | REDI Economic Development SA                                               | Élargir l'accès au crédit abordable pour les entrepreneurs roms en finançant partiellement les activités de prêt du Fonds REDI à des institutions de microfinance locales en Albanie, au Kosovo, en République de Moldova et en Roumanie.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : populations roms des quatre pays, en particulier les entreprises appartenant à des Roms (au moins 50% du montant du prêt) et les femmes entrepreneurs (au moins 30% du montant du prêt).                                                                          |
| Macédoine du Nord                                                                                | 20 000 000                        | Gouvernement                                                               | Prêt supplémentaire, portant le montant total du prêt à 50 millions d'euros, pour la construction d'installations sportives dans 30 écoles primaires, et la rénovation et l'amélioration de l'efficacité énergétique dans certaines écoles de Macédoine du Nord.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : élèves et enseignants des écoles primaires et secondaires.                                                                                                                                                                                 |
| Monténégro                                                                                       | 83 000 000                        | Gouvernement                                                               | Répondre aux besoins en équipements du secteur de la santé du pays et fournir des soins médicaux accessibles, modernes et de qualité. Les investissements concernent plus de 30 établissements de santé publics, notamment la construction d'un nouvel hôpital général, d'un centre de santé et d'une clinique d'hématologie.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : tous les habitants, notamment les personnes âgées, les ménages à faibles revenus, les personnes déplacées, les personnes en situation de handicap et les populations rurales. |
| Monténégro                                                                                       | 10 000 000                        | IMF Alter Modus D.O.O                                                      | Soutenir les entrepreneurs et les microentreprises qui ne disposent pas de garanties ou de revenus formels suffisants, en les aidant à acquérir des immobilisations et des fonds de roulement, et à répondre à d'autres besoins commerciaux.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : microentrepreneurs, microentreprises et agriculteurs.                                                                                                                                                                                                          |
| Pays-Bas                                                                                         | 150 000 000                       | Banque Nederlandse Gemeenten N.V. (BNG)                                    | Financer des initiatives qui améliorent l'accès à des conditions de vie adéquates, abordables et durables pour les ménages à faibles revenus et les groupes vulnérables.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : groupes à faibles revenus et défavorisés sur le plan socioéconomique.                                                                                                                                                                                                                                                              |



| Pays                         | Montant du prêt CEB<br>(en euros) | Emprunteur                                       | Objectifs du projet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Pologne</b>               | 175 000 000                       | Gouvernement                                     | Prêt supplémentaire, portant le montant total à 740 millions d'euros, pour atténuer les effets de l'agression de la Russie contre l'Ukraine et répondre aux besoins à long terme des réfugiés ukrainiens et des populations qui les accueillent en Pologne. <a href="#">*</a><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : réfugiés ukrainiens installés en Pologne.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Pologne</b>               | 200 000 000                       | Gouvernement                                     | Apporter une aide d'urgence aux personnes touchées par les inondations, leur assurer des conditions de vie décentes et prévenir les difficultés économiques à long terme. Le prêt servira à financer diverses allocations et prestations destinées aux personnes touchées par les inondations. <a href="#">*</a><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : habitants du sud-ouest de la Pologne, en particulier les familles dont les logements ont été endommagés et les populations vulnérables, telles que les personnes en situation de handicap.                                                                                                                                          |
| <b>République de Moldova</b> | 30 000 000                        | Gouvernement                                     | Soutenir l'expansion des investissements dans les écoles modèles, afin d'offrir une éducation de qualité dans tout le pays. Le projet comprend la modernisation de 15 écoles, dont dix situées dans des zones rurales, et cinq dans la capitale, Chişinău. <a href="#">*</a><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : environ 12 800 élèves et 800 membres du personnel scolaire, principalement dans les villes et villages ruraux.                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>République de Moldova</b> | 8 000 000                         | OCN<br>Microinvest SRL                           | Mettre en place des microcrédits destinés aux clients à faibles revenus, principalement dans des zones rurales, afin de soutenir les besoins en investissements et en fonds de roulement d'environ 570 microentreprises et petites exploitations agricoles, avec un microcrédit moyen de 28 000 euros, dans le but de créer 200 emplois supplémentaires dans tout le pays.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : environ 570 microentreprises et petits agriculteurs ayant un accès limité au crédit bancaire classique, dans toute la République de Moldova.                                                                                                                              |
| <b>République slovaque</b>   | 30 000 000                        | Région autonome de Žilina                        | Contribuer au financement à long terme des investissements régionaux dans les infrastructures des domaines de la santé, des services sociaux, de l'éducation, de la mobilité, de la culture et de l'administration publique, en soutenant notamment la reconstruction, l'amélioration, la réparation et l'entretien. <a href="#">*</a><br><b>Bénéficiaires finaux</b> : environ 700 000 habitants de la région autonome de Žilina, ainsi que les habitants des régions voisines de la République slovaque, de la République tchèque et de la Pologne, en particulier les populations vulnérables, les enseignants, les étudiants, les patients, les travailleurs médicaux et sociaux. |
| <b>République tchèque</b>    | 150 000 000                       | SG Equipment<br>Finance Czech<br>Republic s.r.o. | Soutenir la revitalisation et la modernisation des infrastructures publiques, en particulier dans les secteurs des transports publics, des routes et des soins médicaux. Soutenir également les investissements productifs des petites entreprises.<br><b>Bénéficiaires finaux</b> : habitants et TPE-PME de République tchèque et de République slovaque.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

| Pays     | Montant du prêt CEB (en euros) | Emprunteur                               | Objectifs du projet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------|--------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Roumanie | 25 000 000                     | BCR Social Finance IFN                   | <p>Soutenir les activités de prêt aux microentreprises et aux entités de l'économie sociale en facilitant l'accès aux ressources financières pour les petites entreprises et les personnes ayant un accès limité aux services bancaires traditionnels. <a href="#">IEU</a></p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : microentrepreneurs, microentreprises, notamment les femmes, les petits agriculteurs et les entités de l'économie sociale.</p>                                                                          |
| Roumanie | 39 000 000                     | Comté du Maramureș                       | <p>Promouvoir l'accès à des soins médicaux de qualité, à une éducation inclusive et à des services culturels ; améliorer la qualité et la sécurité du réseau routier ; et favoriser le développement économique local en tirant parti du potentiel entrepreneurial. <a href="#">*</a></p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : habitants du comté du Maramureș.</p>                                                                                                                                                        |
| Roumanie | 40 000 000                     | Municipalité de Baia Mare                | <p>Améliorer les conditions de vie dans la municipalité de Baia Mare par des mesures de mobilité urbaine durable, des améliorations de l'efficacité énergétique, la modernisation des écoles et l'amélioration des services sociaux et de santé. <a href="#">*</a></p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : population de Baia Mare, en particulier les personnes les plus vulnérables telles que les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les Roms, les jeunes, les étudiants et les enseignants.</p> |
| Roumanie | 30 000 000                     | Secteur 5 de la municipalité de Bucarest | <p>Prêt supplémentaire, portant le montant total à 83 millions d'euros, pour soutenir les travaux de réhabilitation de 14 immeubles résidentiels et la rénovation de cinq établissements scolaires. <a href="#">*</a></p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : résidents des immeubles et enseignants et élèves qui fréquentent les établissements scolaires.</p>                                                                                                                                                          |
| Roumanie | 150 000 000                    | Unicredit Leasing Corporation IFN S.A.   | <p>Soutenir l'expansion ou le maintien des activités et des emplois dans les micro et petites entreprises grâce à des investissements nécessaires, destinés notamment à des véhicules, des machines et des équipements, ainsi qu'à des locaux administratifs et de production.</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : les TPE-PME, en particulier dans les régions en retard de développement, notamment les entreprises détenues ou gérées par des femmes.</p>                                                          |
| Serbie   | 50 000 000                     | Gouvernement                             | <p>Prêt supplémentaire, portant le montant total à 104 millions d'euros, pour cofinancer la construction d'un nouvel hôpital universitaire pour enfants (Tiršova 2) à Belgrade, et améliorer les soins pédiatriques, attirer du personnel médical qualifié et améliorer l'accès et les services pour les personnes en situation de handicap.</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : enfants et jeunes patients de la région de Belgrade, leurs familles, le personnel médical et les étudiants en médecine.</p>          |
| Serbie   | 200 000 000                    | Gouvernement                             | <p>Améliorer les routes locales pour mieux relier les populations isolées, notamment par le resurfaçage, l'élargissement, la protection contre les intempéries, etc., afin de garantir leur accessibilité tout au long de l'année. <a href="#">*</a></p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : environ 1,5 million de personnes dans 48 municipalités de l'est et du sud de la Serbie, en particulier 486 000 habitants de 29 municipalités sous-développées.</p>                                                           |

| Pays            | Montant du prêt CEB (en euros) | Emprunteur                                                   | Objectifs du projet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------|--------------------------------|--------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Slovénie</b> | 50 000 000                     | Banque slovène d'exportation et de développement (SID Banka) | <p>Soutenir les investissements municipaux dans les infrastructures essentielles, le logement social et le développement durable, grâce notamment à des mesures d'amélioration de la qualité et de l'accès aux infrastructures municipales et à un logement décent.</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : les ménages à revenus faibles et intermédiaires et d'autres groupes vulnérables dans différentes municipalités.</p>                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Türkiye</b>  | 230 000 000                    | Gouvernement                                                 | <p>Améliorer la préparation d'Istanbul aux tremblements de terre en renforçant les compétences institutionnelles et techniques en matière de gestion des catastrophes et d'intervention d'urgence, en consolidant les infrastructures publiques essentielles et en améliorant le respect des codes de construction et des plans d'aménagement du territoire. Le prêt contribuera à la reconstruction de deux hôpitaux publics essentiels.</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : 16 millions d'habitants d'Istanbul, dont plus d'un demi-million de migrants et de réfugiés, ainsi que le personnel hospitalier, composé majoritairement de femmes.</p> |
| <b>Türkiye</b>  | 50 000 000                     | Gouvernement                                                 | <p>Prêt supplémentaire, portant le total à 417 millions d'euros, pour aider à couvrir les coûts (principalement liés à des fouilles archéologiques exceptionnelles) nécessaires à l'achèvement de la modernisation du réseau ferroviaire suburbain et à la mise en place d'un service de transport public moderne, sûr, rapide et respectueux de l'environnement à Istanbul.</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : 16 millions d'habitants d'Istanbul et usagers quotidiens des transports publics.</p>                                                                                                                                                |
| <b>Ukraine</b>  | 50 000 000                     | Gouvernement                                                 | <p>Financer des investissements couvrant les dépenses liées aux prêts immobiliers préférentiels accordés par le Fonds national pour le logement des jeunes, offrant ainsi une alternative viable aux hébergements temporaires.</p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : environ 36 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et 1 100 familles, notamment des ménages à faible revenu, des enfants, des jeunes et des femmes, dans toute l'Ukraine.</p>                                                                                                                                                                                               |
| <b>Ukraine</b>  | 100 000 000                    | Gouvernement                                                 | <p>Prêt supplémentaire, portant le montant total à 200 millions d'euros, destiné à soutenir la délivrance d'environ 3 000 certificats de logement aux citoyens dont les biens immobiliers ont été détruits par l'agression de la Russie. <a href="#">*</a></p> <p><b>Bénéficiaires finaux</b> : habitants de l'Ukraine, notamment les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, les femmes, les enfants, les anciens combattants et les familles de soldats décédés.</p>                                                                                                                |

\* Facilité de financement du secteur public (PFF)

IEU Approuvé au titre de l'opération-cadre InvestEU pour le financement de la microfinance et de l'économie sociale

## Pays membres

La CEB compte 43 États membres qui sont les actionnaires de la Banque. Tous les pays membres du Conseil de l'Europe peuvent devenir membres de la CEB.

**Albanie** ★

**Allemagne**

**Andorre**

**Belgique**

**Bosnie-Herzégovine** ★

**Bulgarie** ★

**Chypre** ★

**Croatie** ★

**Danemark**

**Espagne**

**Estonie** ★

**Finlande**

**France**

**Géorgie** ★

**Grèce**

**Hongrie** ★

**Irlande**

**Islande**

**Italie**

**Kosovo** ★

**Lettonie** ★

**Liechtenstein**

**Lituanie** ★

**Luxembourg**

**Macédoine du Nord** ★

**Malte** ★

**République de Moldova** ★

**Monténégro** ★

**Norvège**

**Pays-Bas**

**Pologne** ★

**Portugal**

**République slovaque** ★

**République tchèque** ★

**Roumanie** ★

**Saint-Marin**

**Saint-Siège**

**Serbie** ★

**Slovénie** ★

**Suède**

**Suisse**

**Türkiye** ★

**Ukraine** ★

★ Pays cibles



**CEB**

COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK  
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE



55, avenue Kléber  
FR-75116 PARIS FRANCE  
Tél. : +33 (0)1 47 55 55 00  
Email: [info@coebank.org](mailto:info@coebank.org)  
**[www.coebank.org](http://www.coebank.org)**

ISSN : 2121-0105 (En ligne)  
ISSN : 1563-2598 (Imprimé)